1994

Law French : l'influence du français sur la langue du droit anglais

Laura Smiley Karst
San Jose State University

Follow this and additional works at: https://scholarworks.sjsu.edu/etd_theses

Recommended Citation

Karst, Laura Smiley, "Law French : l'influence du français sur la langue du droit anglais" (1994). *Master's Theses*. 846.

DOI: <https://doi.org/10.31979/etd.zsn8-4ku4>

https://scholarworks.sjsu.edu/etd_theses/846

This Thesis is brought to you for free and open access by the Master's Theses and Graduate Research at SJSU ScholarWorks. It has been accepted for inclusion in Master's Theses by an authorized administrator of SJSU ScholarWorks. For more information, please contact scholarworks@sjsu.edu.

INFORMATION TO USERS

This manuscript has been reproduced from the microfilm master. UMI films the text directly from the original or copy submitted. Thus, some thesis and dissertation copies are in typewriter face, while others may be from any type of computer printer.

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleedthrough, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send UMI a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

Oversize materials (e.g., maps, drawings, charts) are reproduced by sectioning the original, beginning at the upper left-hand corner and continuing from left to right in equal sections with small overlaps. Each original is also photographed in one exposure and is included in reduced form at the back of the book.

Photographs included in the original manuscript have been reproduced xerographically in this copy. Higher quality 6" x 9" black and white photographic prints are available for any photographs or illustrations appearing in this copy for an additional charge. Contact UMI directly to order.

U·M·I

University Microfilms International
A Bell & Howell Information Company
300 North Zeeb Road, Ann Arbor, MI 48106-1346 USA
313/761-4700 800/521-0600

Order Number 1359029

**Law French: L'Influence du français sur la langue du droit
anglais**

Karst, Laura Smiley, M.A.

San Jose State University, 1994

U·M·I

**300 N. Zeeb Rd.
Ann Arbor, MI 48106**

LAW FRENCH
L'INFLUENCE DU FRANÇAIS SUR LA LANGUE DU DROIT ANGLAIS

A Thesis
Presented to
The Faculty of the Department of Foreign Languages
San Jose State University

In Partial Fulfillment
of the Requirements for the Degree
Master of Arts

by
Laura Smiley Karst
August, 1994

© 1994

Laura Smiley Karst

ALL RIGHTS RESERVED

APPROVED FOR THE DEPARTMENT OF FOREIGN LANGUAGES

Dr. Danielle Trudeau

Dr. Dominique van Hooff

Dr. Sylvie Kandé

APPROVED FOR THE UNIVERSITY

M. Lou Lewandowski

ABSTRACT

LAW FRENCH

L'INFLUENCE DU FRANÇAIS SUR LA LANGUE DU DROIT ANGLAIS

by Laura Smiley Karst

This thesis addresses the topic of Law French, the dialect adapted by medieval English lawyers in order to meet their need for specialized terminology when developing the jurisprudence of the common law. It traces the history of Law French, from the time of the Norman Conquest to its official abandonment in the eighteenth century, examines its primary linguistic traits, and discusses principal areas of modern law making use of its surviving vocabulary.

Research on this subject reveals that Law French was a vestige of Anglo-Norman, whose form became increasingly corrupt as its use became progressively more artificial. By the sixteenth century it had ceased to be a living language. While it is no longer the vehicle for oral or written legal discourse, the specialized nature of its vocabulary caused a large amount of Law French to enter the English lexicon, where it remains in use in English-speaking common law systems.

Thank you, Mrs. Day

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1: HISTOIRE EXTERNE DU LAW FRENCH: CONDITIONS HISTORIQUES DE SA FORMATION ET DE SON DECLIN.....	3
Avant l'arrivée des Normands.....	3
La Conquête Normande.....	4
Les langues utilisées dans la justice anglaise.....	7
La spécialisation et la régularisation du droit....	15
Les tendances vers l'abandon officiel du français dans la justice.....	19
La ténacité du Law French.....	21
Rôle des emprunts dans la formation du droit anglais.....	23
Documents.....	26
CHAPITRE 2: DIFFUSION DU LAW FRENCH HORS D'ANGLETERRE...	29
CHAPITRE 3: DESCRIPTION DU LAW FRENCH.....	35
Considérations sur l'ancien français et les dialectes français sur lesquels est basé le Law French.....	35
La particularité du Law French.....	37
Lexique.....	40
Spécialisation sémantique.....	40
Changements phonétiques.....	43
Grammaire du Law French moderne.....	45
Changement de catégorie grammaticale.....	45
Morphologie.....	46
Ordre des mots.....	47
Redoublement linguistique.....	48

Annexe.....	50
1.Appellations.....	50
2.Exemples.....	51
CHAPITRE 4: LE LAW FRENCH DANS LE DROIT DU VINGTIEME SIECLE.....	55
Domaines dans lesquels il s'est maintenu.....	55
Contexte historique.....	55
La féodalité et le droit des biens.....	57
La justice criminelle.....	60
La procédure juridique.....	63
Les individus jouant un rôle dans le système juridique.....	65
Domaines contemporains où le français ne joue pas de rôle important.....	67
Annexe: Exemples de terminologie.....	69
1.Le droit des biens.....	69
2.Les crimes, les délits et les injustices....	72
3.La procédure juridique.....	74
4.Individus associés à la procédure juridique.	79
CONCLUSION.....	80
BIBLIOGRAPHIE.....	82

INTRODUCTION

Ceux qui travaillent dans le monde juridique en Angleterre et aux États-Unis se servent d'un jargon très spécialisé qui comprend un très grand nombre de termes et d'expressions d'origine française. Cette catégorie de vocabulaire juridique, que l'on appelle le *Law French* est un vestige d'une période de l'histoire anglaise où le français était la langue de la classe dirigeante et donc celle de son administration aussi. Bien que le français ne soit plus le moyen de discussion juridique dans les pays anglophones, l'anglais a subi au Moyen Age une influence lexicale française tellement importante que le vocabulaire du droit anglais et du droit américain comprend toujours une très grande proportion de termes français.

Malgré une réorientation vers l'usage de l'anglais parmi la population en Angleterre, le domaine juridique n'a pas relâché son vocabulaire français. La jurisprudence du *common law* avait été développée en français. Les juristes avaient créé, avec un vocabulaire largement anglo-normand, tout un langage technique et indispensable. Bien des mots ont été

investis de significations spécialisées. Comme résultat, une proportion énorme du vocabulaire du droit anglais fut inévitablement française. Malgré des tentatives périodiques pour le déraciner du domaine juridique, le français joue toujours un rôle considérable dans le langage des avocats anglophones.

Le *Law French* a débuté comme langue maternelle de ceux qui l'utilisèrent dans les tribunaux royaux. Au cours du Moyen Age, son emploi est graduellement devenu de plus en plus artificiel dans la mesure où ceux qui le parlaient et qui l'écrivaient n'étaient plus des francophones. Comme résultat, au fur et à mesure de son emploi par des juristes qui l'apprirent comme langue étrangère, le *Law French* ressembla de moins en moins à l'anglo-normand qui lui avait donné naissance.

L'objectif de cette étude sera de tracer l'histoire et l'extension géographique du *Law French*, depuis son origine jusqu'à nos jours. Ensuite, nous regarderons de près ses caractéristiques linguistiques principales. Pour conclure, nous examinerons les domaines du droit où le *Law French* continue à s'employer au vingtième siècle et nous considérerons son avenir.

CHAPITRE 1:

HISTOIRE EXTERNE DU LAW FRENCH

Conditions historiques de sa formation et de son déclin

Avant l'arrivée des Normands

La Conquête normande est l'événement le plus souvent cité comme source de l'introduction des éléments français dans la culture anglaise. Mais il faut noter qu'avant 1066 l'Angleterre n'avait pas été isolée de la France. Au contraire, les habitants et la langue d'Angleterre avaient déjà subi dans une certaine mesure des influences françaises avant la Conquête normande. Pour citer un exemple, des liens politiques existaient depuis le sixième siècle, où le roi de Kent s'était marié à une princesse parisienne. Au neuvième siècle Charlemagne avait un Anglais pour conseiller, ce qui a eu pour effet, selon les historiens Pollock et Maitland,¹ une influence franque sur le droit anglais qui était en train de se développer à cette époque-là. Ethelred, roi d'Angleterre de 965 à 1016 s'est marié à Emma de Normandie, la fille d'un duc normand. Ce mariage a introduit la première influence française de grande importance sur les affaires

¹Cités dans David Mellinkoff, The Language of the Law (Boston: Little, Brown & Co., 1963) 60nl.

d'Angleterre.² Leur fils Edouard le Confesseur, qui allait être roi d'Angleterre de 1042 à 1066, avait grandi en Normandie et était donc francophone. Quand il est monté sur le trône en 1042 il a amené avec lui l'influence de son éducation normande ainsi qu'un grand entourage normand auquel il a accordé des postes élevés dans l'administration anglaise.³

La Conquête normande

Une atmosphère bien française entourait donc déjà la Cour anglaise avant l'arrivée, en 1066, de Guillaume duc de Normandie, et au moment de la bataille de Hastings, la langue française n'était certainement pas étrangère à bien des Anglais.⁴ L'anglais avait déjà emprunté des expressions au français avant l'arrivée de Guillaume, quoique peu nombreuses par rapport aux emprunts linguistiques qui se produiront au treizième siècle.⁵

Comme l'on vient de noter, les Normands n'étaient pas étrangers à la Cour anglaise avant 1066, et une fois qu'ils en eurent pris possession, la Conquête a eu peu d'impact linguistique immédiat.⁶ A l'encontre de l'idée reçue que

² Douglas A. Kibbee, From to Speke Frenche Trewely: The French Language in England, 1000-1600 (Amsterdam: John Benjamins, 1991) 8.

³ Albert C. Baugh, A History of the English Language (New York: Appleton-Century Crofts, 1935) 133; Johan Vising, Anglo-Norman Language and Literature (London: Oxford University, 1923) 8.

⁴ Baugh, 133. Mary S. Serjeantson, A History of Foreign Words in English (New York: Barnes and Noble, 1935) 105.

⁵ Cf. Mellinkoff, Language 60-61 (*chanceler*); Kibbee, 11 (*castel*, *serfise*, *prisun*, *crown*).

⁶ Kibbee, 5.

cette Conquête a été aussi linguistique que politique⁷, le français ne supplantera pas l'anglais pendant le règne de Guillaume Ier. Guillaume n'avait jamais l'intention de subjuguier la langue de ses nouveaux sujets. Bien qu'il ait été obligé de prendre son pouvoir par la force, il voulait être roi d'Angleterre non pas comme conquérant, mais plutôt comme le successeur légal d'Edouard le Confesseur, et selon le droit anglais.⁸ A son couronnement à l'abbaye de Westminster en 1066, l'approbation de Guillaume comme roi a été demandée aux sujets, ainsi qu'accordée à la suite, en français et en anglais. Un chroniqueur de l'époque a écrit:

Protestati sunt hilarem consensum
universi minime haesitates, ac si
coelitus una mente data unaque voce
Anglorum voluntati quam facillime
Normanni consonuerunt.⁹

Selon un autre chroniqueur contemporain, Guillaume a tenté d'apprendre l'anglais, quoique sans grand succès, afin d'entrer en contact direct avec ses sujets sans l'aide d'un interprète.¹⁰ Malgré qu'il n'ait pas eu l'intention d'anéantir l'anglais en Angleterre, Guillaume et les autres Français qui sont venus à la suite de la Conquête ont continué tout naturellement à parler leur langue maternelle.

Il est impossible d'estimer le nombre de Français qui se

⁷ Cf. discussion dans George E. Woodbine, "The Language of English Law," Speculum: A Journal of Medieval Studies 18.4 (1943): 403.

⁸ Woodbine, 405.

⁹ Guillaume de Poitiers, cité dans Percy Shelly, English and French in England: 1066-1100 (Philadelphia: University of Pennsylvania, 1921) 20.

¹⁰ Woodbine, 405n4.

sont installés en Angleterre pendant le règne de Guillaume Ier. Les chercheurs du vingtième siècle constatent qu'il n'y a aucun moyen de le savoir et que les chiffres donnés par les écrivains médiévaux sont généralement douteux et souvent exagérés.¹¹ Le nombre de seigneurs féodaux français en Angleterre, par exemple, a été estimé à six ou sept mille par un chroniqueur médiéval, et à soixante mille par un autre.¹²

Quelle que soit la population française de cette période, ces individus ont occupé toutes sortes de postes élevés, soit dans la Cour royale, soit dans le clergé.¹³ Les Anglais ont été graduellement éliminés des postes les plus élevés. Parmi les douze comtes d'Angleterre en 1072, par exemple, il n'y en avait qu'un qui était anglais, et il a été exécuté en 1076 sous l'inculpation de rébellion, malgré son mariage avec la nièce du roi.¹⁴

Il était naturel que les nouveaux immigrants d'origine française préfèrent leur langue maternelle. Cependant, bien que cette nouvelle classe dirigeante soit plus française qu'anglaise, ce n'est pas pendant cette période immédiatement après la Conquête normande que le langage administratif et juridique deviendra français.

La vaste majorité des habitants d'Angleterre ont continué à parler anglais (anglo-saxon). Bien que des francophones aient pris des postes clefs dans tous les domaines au cours des décennies qui ont suivi l'invasion des

¹¹ Woodbine, 407; Vising, 8.

¹² Vising, 8.

¹³ Vising, 9.

¹⁴ Shelly, 32.

Normands, ils constituaient toujours une minorité de la population, récemment estimée à approximativement 1,3%.¹⁵ Il n'y a pas de matériel pédagogique pour l'enseignement du français aux anglophones qui date de cette période, car le français n'avait encore aucun statut officiel.¹⁶

Les langues utilisées dans la justice anglaise

On ne trouve aucun document officiel écrit en français pendant la première moitié du onzième siècle.¹⁷ Après la Conquête, dans le domaine du droit, le latin était la langue dominante, mais les pratiques anglaises étaient respectées. Le système juridique anglais a continué à être maintenu par Guillaume, qui s'appuyait sur ces coutumes juridiques pour légitimer sa revendication du trône anglais.¹⁸ Cette tradition sera aussi maintenue par ses successeurs. Il convient de noter que le glossaire anglais-français le plus ancien que l'on possède, qui date du douzième siècle, est un court glossaire juridique rédigé pour enseigner aux francophones les sens des termes traditionnels du droit anglais, tels que *sake* ("aver amerciament de cely qui a tort se pleint ou a tort se defent") et *sokne* ("aver franche curt de ses homes").¹⁹ Ce glossaire témoigne peut-être des efforts des conquérants pour s'adapter aux usages anglais.

¹⁵ Kibbee, 9.

¹⁶ Kibbee, 13.

¹⁷ Kibbee, 5.

¹⁸ Kibbee, 6.

¹⁹ Kibbee, 6.

A cette époque-là, ce n'était pas le français qui faisait concurrence à l'anglais dans le domaine juridique, mais plutôt le latin. Après la Conquête, les langues du droit écrit étaient l'anglais et le latin, le latin étant fort dominant. Le français ne posait pas encore la moindre concurrence. Au moment de l'invasion normande, le langage juridique écrit en France et en Normandie étant toujours le latin, ce n'est pas logique que les Normands en Angleterre aient immédiatement tenté de lui accorder un tel rôle.²⁰

Quand il fallait exprimer le droit dans un document écrit, le latin était utilisé. Ainsi les membres des couches éduquées, Normands ou Anglais, pouvaient comprendre le texte. Le latin servait donc de terrain linguistique d'entente.²¹ L'effet immédiat de la Conquête a été, en fait, d'augmenter l'emploi du latin dans le langage juridique écrit au onzième siècle, et non pas le français.²²

Sous Guillaume I et son fils Guillaume II, l'anglais était utilisé plus souvent que le français dans les documents écrits, mais beaucoup moins que le latin.²³ Faute de témoignages directs sur les positions relatives du français, du latin et de l'anglais pendant cette période, tel que des déclarations des contemporains, il faut examiner les

²⁰ Mellinkoff, Language 65; En France, la rédaction des coutumes en langue vernaculaire commencera à la fin du douzième siècle. Cf. Ferdinand Brunot, Histoire de la langue française, réédition, tome 1 (Paris: Librairie Armand Colin, 1966) 296-331.

²¹ Percy H. Winfield, The Chief Sources of English Legal History (New York: Burt Franklin, 1925) 7.

²² Shelly, 95.

²³ Kibbee, 11.

documents officiels qui en ont été préservés. Il n'y a pas de document officiel écrit en français en Angleterre qui date incontestablement du onzième siècle.²⁴ Selon Ferdinand Brunot, les chartes et les actes de Guillaume Ier sont exclusivement en latin et en anglais.²⁵ Selon un autre spécialiste, il existe quatre cent quatre-vingt-sept chartes et actes survivants des règnes de Guillaume I et de Guillaume II, c'est-à-dire qui datent de la période entre 1066 et 1100. La plupart sont rédigées en latin et aucun de ces documents n'est en français.²⁶

L'on peut noter, toutefois, que le français était souvent mélangé avec le latin dans des textes administratifs dès la Conquête. Dans le *Domesday Book*, un rapport survivant d'un recensement fait par ordre de Guillaume Ier en 1085-86, et écrit en latin, il existe des indications que ceux qui le compilèrent pensaient en français. Dans ce rapport, quand il leur manque un terme latin pour exprimer une idée contemporaine, souvent un terme féodal, les compilateurs latinisent des termes français. En plus, ils choisissent d'inclure ce français latinisé où il existe déjà un terme latin approprié. William Rothwell cite les exemples suivants:

For example, in addition to *essarz* 'assets', and *villainos* 'villeins', where the language of ancient Rome could hardly be expected

²⁴ Shelly, 89.

²⁵ Brunot, 385n1.

²⁶ Cf. Shelly, 82. Dix-neuf sont rédigés en anglais, neuf ont une version en anglais ainsi qu'une en latin, et le reste est exclusivement en latin.

to be able to render adequately a medieval meaning, Domesday contains gallicized forms such as *avera* 'goods', ...*escangium/scangium* 'exchange', *forgia* 'workshop', *grangia* 'barn', *maresc* 'marsh'... There is even a verbal form *disraisnavit*, presumeably conjugated from an infinitive **disraisnare*, an obvious calque of the Old French verb *desresnier* 'to argue against (a charge)'.²⁷

On a longtemps constaté que le premier emploi en Angleterre d'un document officiel en français date de 1215 (l'année de la *Magna Carta*).²⁸ D'autres experts qui ont fait des recherches plus récentes sont de l'opinion que le premier livre paru en français sur le droit en Angleterre date du milieu du douzième siècle. Ce texte s'appelle *Leis Willelme*, les lois de Guillaume le Conquérant. Il en existe une version en latin ainsi qu'une version en anglo-saxon qui datent, toutes les deux, de la même période. Déterminer laquelle d'entre ces trois versions est l'originale est une question discutée depuis longtemps.²⁹ Certains spécialistes de nos jours sont de l'opinion que les *Leis Willelme* ont été rédigés d'abord en français.³⁰ Toutefois, ce texte est un exemple exceptionnel, car il faudra attendre jusqu'à la deuxième moitié du treizième siècle pour que les lois soient rédigées régulièrement en français.³¹

Dans la littérature juridique du treizième siècle, l'emploi du français a beaucoup augmenté. De nouvelles

²⁷ William Rothwell, "Language and Government in Medieval England," *Zeitschrift für Französische Sprache und Literatur* 93 (1983): 262.

²⁸ Mellinkoff, *Language* 67.

²⁹ Cf. Shelly, 89n2.

³⁰ Cf. citation de Jakob Wüest dans Rothwell, "Language" 262.

³¹ Vising, 13.

sortes de documents, telles que les *Parliament Rolls*, les *Statute Rolls*, et les *Year Books*, ont été développées à partir de la seconde moitié du treizième siècle, et ces documents sont tous rédigés en français.³² A la fin du treizième siècle, quand la nouvelle profession d'avocat sera en train de se développer, les traités utilisés dans l'entraînement des avocats seront aussi rédigés en français.

Quant au langage parlé, l'évidence que nous avons à propos des langues employées dans les tribunaux à partir de la Conquête normande n'est guère aussi concrète que celle de son emploi écrit. Comme l'on vient de voir, il existe beaucoup de documents écrits qui datent du onzième siècle, mais il faudra attendre plus de deux cent ans après l'arrivée de Guillaume Ier pour l'apparition d'une déclaration contemporaine au sujet de la langue parlée dans les tribunaux du *common law*, la première version du système juridique anglais. Malgré une supposition usuelle à l'encontre, ce n'est que fort tard au treizième siècle qu'une phraséologie technique française sera employée régulièrement dans les tribunaux anglais.³³

Guillaume Ier et son entourage de la Cour royale parlaient sans doute français. Nous savons qu'au moins pour Guillaume l'anglais était une langue étrangère. Quel que soit le pourcentage exact de Normands en Angleterre pendant le règne de Guillaume, il est évident que le nombre des membres

³² M.K. Pope, From Latin to Modern French with Especial Consideration of Anglo-Norman, rev.ed. (Manchester: Manchester University, 1952) 422.

³³ Woodbine, 427.

de la nouvelle classe dirigeante était suffisamment élevé pour permettre l'emploi continu de leur langue maternelle. Ceci est un phénomène tout à fait naturel, car au début ce groupe ne savait pas parler anglais. Cette nouvelle couche supérieure de la société anglaise va continuer à parler français pendant un siècle et demi après la Conquête.³⁴ Pour commencer c'étaient uniquement les conquérants d'origine normande qui parlaient français, mais bientôt de nombreuses personnes d'origine anglaise le parleront aussi. A cause des mariages mixtes et d'autres associations qui exigeaient la connaissance du français, un certain bilinguisme s'est produit parmi les Anglais des couches sociales élevées au cours du douzième siècle.

Cependant, ceux d'origine française ne feront généralement pas l'effort d'apprendre l'anglais, à moins qu'ils entrent régulièrement en contact avec les couches inférieures de la société.³⁵ Pendant le règne d'Henri II (1154-1189), nous savons que le français était la langue parlée dans le tribunal du roi ("the King's Court"), la cour suprême de cette période, mais dans la plupart des tribunaux de la dernière moitié du douzième siècle l'anglais continuait à jouer le rôle le plus important dans les procès oraux.³⁶ Il faudra attendre la fin du treizième siècle pour que le français s'établisse fermement dans les milieux juridiques en Angleterre.

³⁴ Baugh, 155.

³⁵ Baugh, 139, 146, 151.

³⁶ Kibbee, 15-16.

Au treizième siècle, la Cour royale était toujours composée exclusivement de Français, et le français continuait à régner comme la langue de l'aristocratie et de la royauté. Plus tard, des vagues d'immigrés français vont renforcer le rôle du français dans les domaines juridiques et administratifs, même à une période où la noblesse normande est en train de perdre ses liens politiques avec la France. La perte de la Normandie par le roi Jean en 1204 a rompu un lien important entre l'Angleterre et la France; jusque-là les rois d'Angleterre avaient été aussi les ducs de Normandie. Malgré cette rupture géopolitique, une influence française continuera à s'imposer sur la culture anglaise pendant le règne de Jean. Sa femme, Isabelle d'Angoulême, est une Française. Parmi un grand nombre de Français qui vont s'attirer les bonnes grâces de Jean, un clerc poitevin, Pierre des Roches, sera nommé évêque de Winchester et plus tard s'élèvera jusqu'à devenir chancelier, et finalement *justiciar* d'Angleterre.³⁷

Cette infiltration française commencée au début du treizième siècle prendra de l'ampleur pendant le règne de Henri III (1216-1272), le fils de Jean. En 1233 Henri licencie tous ses officiers indigènes, en suivant les conseils de Pierre des Roches, et il nomme des Poitevins comme leurs remplaçants. Un chroniqueur contemporain décrit cet événement d'une manière vivante et peut-être un peu exagérée:

³⁷ Baugh, 159.

The seventeenth year of King Henry's reign he held his court...where, by the advice of Peter bishop of Winchester...he dismissed all the native officers of his court from their offices, and appointed foreigners from Poitou in their places...All his former counsellors, bishops and earls, barons and other nobles, he dismissed abruptly...after which he ejected all the castellans throughout all England, and placed the castles under the charge of the said Peter ... [The king] invited such legions of people from Poitou that they entirely filled England, and wherever the king went he was surrounded by crowds of these foreigners...³⁸

En 1236 Henri III épouse Eléanor de Provence, et les membres de sa famille qui l'accompagnent en Angleterre se verront accorder des terres, de l'argent, des biens et du pouvoir politique. Par exemple, l'un de ses oncles, Pierre de Savoie, obtiendra le comté de Richmond. Un autre, Boniface, sera nommé archevêque de Canterbury.³⁹ Ainsi, le statut du français parmi les aristocrates en Angleterre sera énormément renforcé au treizième siècle.

A cette époque le français n'est plus exclusivement une langue maternelle héritée des ancêtres, comme il l'était au douzième siècle. Le français en Angleterre, ainsi que dans bien d'autres pays européens, est maintenant devenu une langue cultivée et en vogue que tous les membres des classes élevées apprennent.⁴⁰ C'est à cette époque que les manuels pédagogiques pour l'enseignement du français se développent. L'on peut dire, alors, que de ce point de vue l'emploi du français parmi les indigènes anglais des couches supérieures

³⁸ Roger de Wendover, cité dans Baugh, 160.

³⁹ Baugh, 161.

⁴⁰ Cf. Brunot, 376-417.

devient de plus en plus artificiel. En 1332, dans des buts politiques, le Parlement d'Edouard III fera un effort pour empêcher la disparition du français et déclara:

que tout seigneur, baron, chevalier
et honestes hommes de bonnes villes
mesissent cure et dilligence de
estruire et aprendre leurs enfans
le langhe françoise par quoy il en
fuissent plus able et plus coustumier
ens leur gheires.⁴¹

Cette déclaration témoigne davantage de la nature artificielle qu'atteindra le français au quatorzième siècle parmi la majorité de la population. Quant à la royauté anglaise, par contre, Henri IV sera le premier roi d'Angleterre (1399-1413) depuis Harold II (1066) qui parlera anglais comme langue maternelle.⁴²

La spécialisation et la régularisation du droit

Au cours de la seconde moitié du treizième siècle une vraie profession d'avocat se développera. Pendant le règne d'Edouard Ier (1272-1307) la profession et ses pratiques seront régularisées. Par exemple, un statut en 1275 punit les pratiques trompeuses des juristes, et en 1292 Edouard fournit la base d'un monopole professionnel:

In that year, King Edward directed his
justices to provide for every county a
sufficient number of attorneys and appren-
tices from among the best, the most lawful
and the most teachable, so that the king

⁴¹ Pope, 422.

⁴² Brunot, 385n2; Sir George Bellew Kcvo, Britain's Kings and Queens (London: Pitkin Pictorials, 1972) 7; Pope, 421.

and people might be well served. The suggestion was made that a hundred and forty of such men would be enough, but the justices might, if they pleased, appoint a larger number.⁴³

Ainsi, le droit d'exercer cette profession est accordé par les juges, et il est limité aux praticiens qui sont choisis. Ce décret met l'éducation des avocats entre les mains des juges. L'enseignement de ces avocats consiste surtout en l'observation des procédures dans les tribunaux au lieu de l'assistance aux cours universitaires. Le droit anglais n'est pas forcément appris à l'université à cette époque.⁴⁴ Une grande partie de l'entraînement en droit comprend l'étude du français juridique, et surtout la mémorisation des formules. La plaidoirie et l'argument oraux sont en train de devenir de plus en plus réglementés et la profession exigera éventuellement une connaissance experte de ces pratiques ainsi qu'une bonne connaissance du français. Les *Year Books*, des rapports détaillés (en français) des procès, commencent à être rédigés régulièrement aux environs de 1260, et ils existeront jusqu'au seizième siècle.⁴⁵

Alors, pendant que la profession d'avocat se développe en Angleterre, la langue française fleurit comme élément indispensable du métier. En plus, la faculté de droit à Orléans remplace les centres italiens comme l'endroit continental le plus populaire pour les études en droit, ce

⁴³ Pollock et Maitland, cités dans Kibbee, 32.

⁴⁴ René David et John E. C. Brierly, Major Legal Systems in the World Today, 2nd ed. (New York: MacMillan Free Press, 1978) 313, 328.

⁴⁵ Mellinkoff, Language 99.

qui renforce d'avantage l'influence du français.⁴⁶ La connaissance du français, rappelons-nous, est à ce moment-là la marque de la noblesse et de l'éducation. Ce sont les nobles et les membres des classes élevées qui inscrivent leurs fils dans les études de droit.

A la fin du treizième siècle, donc, le français était incontestablement la langue dominante du domaine juridique, et continuera à régner jusqu'au seizième siècle. Mais il sera presque complètement abandonné dans tout autre domaine de la société anglaise au cours du quatorzième siècle. L'anglais est toujours resté la langue des masses, et graduellement il a fait une rentrée dans les classes dirigeantes à partir du début du treizième siècle. La perte de la Normandie en 1204 a été le commencement d'une longue période de nationalisme et de patriotisme anglais, et des événements suivants ont affaibli les liens qui restaient entre l'Angleterre et la France. La Guerre de Cent Ans, qui a commencé en 1337, a fait de l'Angleterre et de la France des adversaires acharnés, et a donné un coup mortel à l'emploi déjà moribond du français comme langue véhiculaire en Angleterre. A la fin du treizième siècle et au cours du quatorzième siècle, toutes les classes de la société anglaise se réorientèrent vers l'emploi de l'anglais. Ceux qui parlaient français habituellement, c'est-à-dire l'aristocratie et les gens instruits, abandonnèrent le français et adoptèrent l'anglais. Or, pendant cette période d'abandon du français, l'infiltration du vocabulaire français

⁴⁶ Kibbee, 34.

dans la langue anglaise a atteint son point culminant.⁴⁷ Comme l'anglais n'était pas prêt à assumer toutes les fonctions du français, une importation massive de termes français dans l'anglais s'est produite.⁴⁸ En passant du français à l'anglais les francophones ont transmis beaucoup de leur vocabulaire administratif, politique et juridique, en plus du vocabulaire militaire, savant, ecclésiastique et alimentaire.

L'usage de l'anglais en Angleterre à cette époque-là était presque universel. Comme l'on vient de voir, une exception était dans le domaine juridique. Dans une période relativement courte, surtout sous Henri III et Edouard I (1216-1307), les juristes s'étaient servis du français pour créer tout un nouveau vocabulaire juridique, voire la base d'une nouvelle jurisprudence, le *common law*, en investissant des expressions et des mots français de sens techniques et très précis. Ce vocabulaire était le moyen par lequel les juristes s'exprimaient à l'oral dans les tribunaux et à l'écrit dans leurs textes. Puisqu'il est difficile de changer tout un système de termes et d'idées juridiques une fois qu'il est établi, le vocabulaire du droit anglais était devenu inévitablement français. Même aujourd'hui, la plupart de la terminologie technique du *common law* tire ses origines

⁴⁷ Cf. tables dans Otto Jespersen, Growth and Structure of the English Language, 9th ed. (Oxford: Basil Blackwell, 1948) 86-87; Baugh, 219n1.

⁴⁸ Kibbee, 41.

du *Law French*.⁴⁹

Les tendances vers l'abandon officiel du français dans la justice

Le français restera officiellement la langue des avocats jusqu'à 1362, l'année où un premier pas vers le rétablissement de l'anglais dans les tribunaux sera tenté. Étant donné qu'à ce moment-là toutes les classes sociales étaient anglophones, un grand nombre de personnes estimait que l'emploi du français dans les tribunaux n'était plus justifiable. Le Parlement, sous Edouard III, a promulgué le "Statute of Pleading" pour exiger que les procès oraux de toutes les cours d'Angleterre soient menés en anglais au lieu du français qui était, selon le décret, "trop desconue".⁵⁰

En regardant son texte de près, l'on remarque le but le plus plausible de ce décret. Le texte constate que le français a été employé pour commettre de "grantz meschiefs". Ce texte démontre déjà une tentative pour réduire les abus d'un monopole professionnel, qui n'apparaît qu'un siècle après la naissance du métier. Déjà pendant le règne d'Edouard Ier (1272-1307) la duplicité des pratiques parmi les avocats avait été souvent critiquée, un phénomène qui dure jusqu'à nos jours.⁵¹ Le décret implique qu'au quatorzième siècle la

⁴⁹ J.H. Baker, "Law French," The Guide to American Law: Everyone's Legal Encyclopedia, ed. Harold W. Chase (St. Paul: West Publishing, 1984) 80; Baker, Manual of Law French, 2nd ed. (Aldershot: Scolar Press, 1990) 4.

⁵⁰ Cf. texte du décret, p.26.

⁵¹ Cf. discussion et citations dans Kibbee, 64n5.

plus grande source de cette duplicité était le français, et en particulier le *Law French*, qui aurait été incompréhensible pour quelqu'un qui parlait français comme langue maternelle.⁵² C'est plutôt la chicane des avocats cachée derrière leur jargon, et non pas la langue française, qui est la vraie cible du "Statute of Pleadings" de 1362.

Ironiquement, cette loi-ci est écrite en français. Son impact sera minime, car la justice en général continuera à être dominée par le français jusqu'à la fin du quinzième siècle.⁵³ A partir de l'accession de Richard III (1483-1485) les lois sont écrites en anglais, mais les manuels scolaires pour l'enseignement du droit continueront à être rédigés en français jusqu'au seizième siècle.⁵⁴ Le français survivra davantage comme langue officielle du Parlement, et comme langue des tribunaux et des rapports, et il sera maintenu dans une certaine mesure dans la plaidoirie jusqu'au dix-huitième siècle.⁵⁵ En 1650 le Parlement va promulguer encore un autre décret, "An Act for turning the Books of the Law, and all Proces, and Proceedings in Courts of Justice, into English".⁵⁶ Il est intéressant de remarquer que, bien que son texte soit rédigé en anglais, toute expression juridique là-dedans est d'origine française ou latine.⁵⁷

En 1660 la Restauration et Charles II vont annuler toute

⁵² Cf. ch. 3, "Description du Law French".

⁵³ Mellinkoff, Language 112.

⁵⁴ Pope, 423.

⁵⁵ Kibbee, 63.

⁵⁶ Mellinkoff, Language 126.

⁵⁷ Cf. texte du décret, p.27.

législation du Commonwealth de Cromwell, y compris cette loi de 1650. Mais certains rapports juridiques continueront à se servir de l'anglais, surtout quand il faut citer mot pour mot des paroles diffamatoires, telles que:

...un libel en Spiritual Court pur
disant al auter "thou art an old bawd".

...que le Defendant parle ceux parols
al auter, My Little Boy in my house is
Anne Distols Bastard, I wonder you will
keep company with her...

...[a] scurvy Whore, Jade & Pocky
faced Whore... ⁵⁸

Après 1704 tout rapport sera en anglais.⁵⁹ Le Parlement de Georges II va achever ce que celui de Cromwell avait fait de façon temporaire en 1650. Un nouveau décret de 1731 raconte encore une fois les "great mischiefs" provenant de l'emploi d'un langage connu exclusivement parmi les avocats eux-mêmes.⁶⁰ Enfin l'emploi exclusif de l'anglais dans les tribunaux sera obligatoire.⁶¹

La ténacité du Law French

Cette notion de l'exclusion du français, néanmoins, est un peu trompeuse, car au moment de ce décret au dix-huitième siècle, tant de termes et d'expressions d'origine française ont été absorbés par la langue anglaise de façon permanente,

⁵⁸ Mellinkoff, Language 129-130.

⁵⁹ Sir William Holdsworth, A History of English Law, 4th ed., vol. 6 (London: Methuen and Co., 1936) 552-554.

⁶⁰ Cf. texte du décret, p.28.

⁶¹ Brunot, 391.

que l'on ne peut plus considérer ces expressions comme étrangères, même s'il s'agit d'un jargon spécialisé. Le *Law French* continue à survivre comme élément intégral de l'anglais.

Aujourd'hui les juristes anglophones se servent presque exclusivement de l'anglais. Les vestiges du français dans leur vocabulaire sont principalement soit des formules, soit des termes. La structure de leur langage, comme celle de l'anglais en général, n'a subi qu'une influence française mineure. Quand ils se sont réorientés vers l'anglais, les juges et les avocats ont conservé ce qui était indispensable du français qu'ils abandonnaient. Ils n'avaient pas besoin d'emprunter une structure grammaticale pour s'exprimer, mais leur métier relativement nouveau manquait de vocabulaire suffisamment spécialisé. La nature du droit est telle qu'il faut avoir un moyen de nommer, d'une manière extrêmement précise, les crimes, les rapports juridiques entre les gens et les actions liées au droit, sous forme de noms et de verbes surtout. Puisqu'il y avait un grand manque de cette catégorie lexicale en anglais à cette époque-là, le vocabulaire juridique français s'est facilement introduit dans l'anglais. Les juristes d'aujourd'hui s'expriment en anglais, à l'aide de nombreuses expressions françaises qui ont pris des sens spécialisés et qui n'ont pas d'équivalents anglais.

Rôle des emprunts dans la formation du droit anglais

Le langage technique développé au Moyen Age par les juristes anglais a facilité l'expression de la pensée précise et la logique exacte. Ainsi il a joué un rôle important en assurant la permanence et la souveraineté du *common law*. Ce vocabulaire est devenu tellement précis qu'il était impénétrable à l'influence du langage vulgaire. Le modèle suprême de ce langage technique se trouve dans une citation célèbre de F.W. Maitland (1903):

...let us think for a moment of "an heir in tail rebutted from his formedon by a lineal warranty with descended assets". Precise ideas are here expressed in precise terms, every one of which is French.⁶²

Malgré sa ressemblance au français, le langage des juristes d'autrefois n'était pas un français que l'on aurait reconnu en dehors du système anglais de justice. Cette particularité linguistique a contribué à la nature insulaire du droit anglais. Selon Maitland, elle a rendu le *common law* plus capable de résister aux influences extérieures:

...in the critical sixteenth century the national system of jurisprudence which showed the stoutest nationalism was a system that was hardly expressible in the national language. But is there a paradox here? English law was tough and impervious to foreign influence because it was highly technical, and it was highly technical because English lawyers had been able to make a vocabulary, to define their concepts, to think sharply as the man of science

⁶² F.W. Maitland, "Of the Anglo-French in the Early Year Books," Year Books of Edward II: 1 & 2 Edward II. A.D. 1307-1309, ed. F.W. Maitland, The Year Book Series, vol.2, Selden Society, vol.17 (London: Bernard Quaritch, 1903) xxxvi.

thinks. It would not be a popular doctrine that the Englishry of English law was secured by 'la lange francais quest trope desconue'; but does it not seem likely that if English law had been more homely, more *volksthümlich*, Romanism would have swept the board in England as it swept the board in Germany?⁶³

Dans les années de formation de la jurisprudence anglaise, l'emploi d'une langue vernaculaire, le français, va libérer le *common law* des idées romaines dont la langue latine était marquée de façon indélébile.⁶⁴ William Rothwell observe que, de toute façon, les idées qui vont donner naissance à la nouvelle jurisprudence en Angleterre ne pourront pas être exprimées en latin, parce que les nouveaux procès et techniques vont trop différer de ceux de l'antiquité.⁶⁵

Mais ce n'est pas exclusivement le langage des juristes qui va protéger le droit anglais contre des influences extérieures. C'est aussi la formation des avocats au quatorzième siècle qui contribuera beaucoup à la nature insulaire du droit en Angleterre. En 1292, quand Edouard Ier va accorder aux juges la responsabilité de l'enseignement des avocats, le système de justice anglaise va devenir complètement insulaire. Les avocats vont enseigner aux avocats, ils apprendront leur métier en observant les procédures de leurs pairs, et la justice va se développer en puisant à ses propres sources au lieu des sources étrangères.

⁶³ Maitland, xxxvi.

⁶⁴ Baker, "Law French" 81.

⁶⁵ Rothwell, "Language" 264.

Il est naturel qu'un tel système clos résiste aux idées extérieures.

Le droit anglais a même résisté à l'influence du droit romain, une influence qui a fait sa marque partout en Europe. Il y avait peu de rapport intellectuel entre les avocats du *comune ley* et leurs homologues continentaux, et leur dialecte, le *Law French*, n'était pas compris à Paris. Le système juridique était extrêmement enraciné dans les procédures des tribunaux du roi, et il était généralement incompréhensible en dehors de l'Angleterre. La rigueur des procédures du *common law* et la nécessité de se conformer à une structure traditionnelle faisaient aussi obstacle à la réception des concepts romains en Angleterre. Le droit anglais a fleuri dans son isolement de l'Europe.⁶⁶

⁶⁶ Cf. discussions dans Holdsworth, vol.2, 481; Maitland, xxxvi; Winfield, 14; Frederick G. Kempin, Historical Introduction to Anglo-American Law, 3rd ed. (St.Paul: West Publishing, 1990) 79, 91; David et Brierly, 300, 313-314, 328; Baker, Introduction to English Legal History, 3rd ed. (London: Butterworths, 1990) 33-34; Baker, "Law French" 81; et Mellinkoff, Language 325.

DOCUMENTS

Statute of Pleading, 1362, 36 Edw.III, Stat.I, c.15:

Item, pur ce qe monstred est soventfoiz au Roi, par Prelatz, Ducs, Counts, Barons et tout la comone, les grantz meschiefs qe sont advenuz as plusours du realme de ce qe les leyes, custumes et estatutz du dit realme ne sont pas conuz comonement en mesme le realme, par cause q'ils sont pledez, monstrez et jugez en la lange Franceis, q'est trop desconue en dit realme, issint qe les gentz qe pledent ou sont empledez en les courtz le Roi et les Courts d'autres n'ont entendement ne conissance de ce q'est dit pur eulx par lour sergeantz et autres pledours; et qe resonablement les dites leyes et custumes seront le plus tost apris et conuz et mieultz entenduz en la lange usee en dit realme, et par tant chescun du dit realme se purroit mieultz gouverner sans faire offense à la leye, et le mieultz garder, sauver et defendre ses heritages et possessions, et en diverses regions et paiis, où le Roi, les nobles et autres dudit realme ont esté, est bon gouvernement et plein droit fait à chescun par cause qe lour leyes et custumes sont apris et usez en la lange du paiis;

le Roi desirant le bon gouvernement et tranquillité de son people, et de ouster et eschure les maulx et meschiefs qe sont advenuz, et purront avener en ceste partie, ad par les causes susdites ordeigné et establi de l'assent avant dit qe toutes plées qe seront à pleder en ses courtz queconques, devant ses Justices queconques, ou en ses autres places, ou devant ses autres Ministres queconques, ou en les Courtz et places des autres seignurs queconques deinz le realme, soient pledez, monstrez, defenduz, responduz, debatuz et jugez en la lange engleise, et q'ils soient [entreez] et enroullez en latin.⁶⁷

⁶⁷ Brunot, 390-391n4.

Statute of 22 November 1650: *An Act for turning the Books of the Law, and all Proces, and Proceedings in Courts of Justice, into English:*

The Parliament have thought fit to Declare and Enact, and be it Declared and Enacted by this present Parliament, and by the Authority of the same, That all the Report-Books of the Resolutions of Judges, and other Books of the Law of England, shall be Translated into the English Tongue: And that from and after the First day of January, 1650, all Report-Books of the Resolutions of Judges and all other Books of the Law of England, which shall be Printed, shall be in the English Tongue onely.

And be it further Enacted by the Authority of aforesaid, That from and after the first Return of Easter Term, which shall be in the year of one thousand six hundred fifty and one, all Writs, Proces and Returns thereof, and all Pleadings, Rules, orders, Indictments, Inquisitions, Certificates; and all Patents, Commissions, Records, Judgements, Statutes, Recognizances, Roles, Entries, and Proceedings of Courts Leet, Courts Baron, and Customary Courts, and all Proceedings whatsoever in any Courts of Justice within this Commonwealth, and which concerns the Law, and Administration of Justice, shall be in the English Tongue onely, and not in Latine or French, or any other Language then English, Any Law, Custom or Usage heretofore to the Contrary notwithstanding. And that the same, and every of them, shall be written in an ordinary usual and legible Hand and character, and not in any Hand commonly called Court-hand.

And be it lastly enacted and ordained, That all and every person and persons offending against this Law, shall for every such offense lose and forfeit the full sum of Twenty pounds of lawful English Money; the one moyety thereof to the use of the Commonwealth, and the other moyety to such person and persons as will sue for the same in any Court of Record, by Action of Debt, Suit, Bill, Plaint or Information; in which no Wager of Law, Essoyn, or other Delay shall be admitted or allowed.⁶⁸

⁶⁸ Mellinkoff, Language 127.

Statute of 1731, 4 Geo.II, c.26:

Whereas many and great mischiefs do frequently happen to the subjets of this kingdom, from the proceedings in courts of justice being in an unknown language, those who are summoned and impleaded having no knowledge or understanding of what is alleged for or against them in the pleadings of their lawyers and attornies, who use a character not legible to any but persons practising the law: To remedy these great mischiefs, and to protect the lives and fortunes of the subjects of that part of Great Britain called England, more effectually than heretofore, from the peril of being ensnared or brought in danger by forms and proceedings in courts of justice, in an unknown language, be it enacted by the King's most excellent majesty, by and with the advice and consent of the lords spiritual and temporal and commons of Great Britain in parliament assembled, and by the authority of the same, That from and after the twenty-fifth day of March one thousand seven hundred and thirty-three, all writs, process, and returns thereof, and proceedings thereon, and all pleadings, rules, orders, indictments, informations, inquisitions, presentments, verdicts, prohibitions, certificates, and all patents, charters, pardons, commissions, records, judgments, statutes, recognizances, bonds, rolls, entries, fines and recoveries, and all proceedings relating thereto, and all proceedings of courts leet, courts baron and customary courts, and all copies thereof, and all proceedings whatsoever in any courts of justice within that part of Great Britain called England, and in the court of exchequer in Scotland, and which concern the law and administration of justice, shall be in the English tongue and language only, and not in Latin or French, or any other tongue or language whatsoever, and shall be written in such a common legible hand and character, as the acts of parliament are usually ingrossed in, and the lines and words of the same to be written at least as close as the said acts usually are, and not in any hand commonly called court hand, and in words at length and not abbreviated; any law, custom, or usage heretofore to the contrary thereof notwithstanding: and all and every person or persons offending against this act, shall for every such offence forfeit and pay the sum of fifty pounds to any person who shall sue for the same by action of debt, bill, plaint, or information in any of his Majesty's courts of record in Westminster hall, or court of exchequer in Scotland respectively, wherein no essoin, protection or wager of law, or more than one imparlance shall be allowed.⁶⁹

⁶⁹ Mellinkoff, Language 134.

CHAPITRE 2:

DIFFUSION DU LAW FRENCH HORS D'ANGLETERRE

Le *Law French*, en tant que véritable langue vivante qui s'emploie comme moyen d'expression et de pensée, a commencé à s'éteindre à partir du seizième siècle. Les éléments de la langue française qui n'ont pas disparu dans l'expression juridique anglaise étaient de nature lexicale. Les juristes anglais en ont gardé beaucoup de termes spécialisés, ainsi que des formules juridiques, mais ils ont abandonné tous les autres éléments linguistiques qui, ensemble, constituent la structure d'une langue. A partir du seizième siècle, donc, le *Law French* a cessé d'être une véritable langue, parce que les juristes ne se servirent que de ses éléments lexicaux. La langue du *Law French* est morte, et tous ses vestiges seront absorbés par la langue anglaise.

Le *common law* d'Angleterre, par contre, continua à prospérer après le seizième siècle. Il a eu, et il l'a toujours, une influence sur un très grand nombre de pays et de régions partout dans le monde. Mais malgré cette migration étendue du système juridique qui lui a donné naissance, le

Law French, en tant que langue, n'existera jamais en dehors de l'Angleterre. Considérons les situations des autres pays du Commonwealth pour en déterminer les raisons.

Dès la Conquête normande, les rois et les reines anglais ont essayé d'assimiler dans leurs royaumes les bastions celtiques qui les entourèrent. L'un de ces pays, le pays de Galles, a résisté à l'unification avec l'Angleterre pendant quatre cents ans après l'arrivée de Guillaume Ier. En 1485, un Gallois, Henri VII, deviendra roi d'Angleterre, et il commencera l'assimilation administrative du pays de Galles qui s'achèvera finalement pendant le règne d'Henri VIII en 1536.

Thus all through the Middle Ages, and till Henry VIII's reforms, the courts of Wales were completely independent of the jurisdictions of the courts of common law.⁷⁰

Quand, au moment de l'unification, le pays de Galles sera soumis au *common law*, la langue du *Law French* sera déjà moribonde.⁷¹

L'Irlande a toujours résisté aux efforts des Anglais de la contrôler, et c'est une lutte qui continue même aujourd'hui. Cependant, l'Angleterre a éventuellement réussi à transplanter son système juridique en Irlande. En plus, faute de centres d'étude dans leur propre pays, les juges et les avocats irlandais durent faire leurs études du *common law* en Angleterre. Néanmoins, cette installation des principes

⁷⁰ Holdsworth, vol.1, 120.

⁷¹ Cf. Baker, English Legal History 36-37; "Wales," Concise Columbia Encyclopedia, 1983 ed.

juridiques en Irlande n'a eu lieu qu'au seizième siècle, quand le *Law French* était déjà en train de mourir.⁷²

Le cas de l'Écosse est un peu différent de ceux de l'Irlande et du pays de Galles. Le français fut apporté en Écosse par les immigrants anglo-normands à partir du début du douzième siècle. Peu après, les couches supérieures de la société écossaise le parlèrent. L'infiltration de la féodalité anglo-normande y a apporté en plus le cadre d'un *common law* possible, et il existe des documents officiels datant de la fin du treizième siècle qui sont rédigés en français.⁷³ Tous ces phénomènes tout à fait opportuns semblent préparer l'Écosse à l'implantation facile du *common law* et du *Law French*. Mais au cours du Moyen Age, l'Écosse et l'Angleterre seront des ennemis acharnés. Les étudiants écossais qui veulent faire des études en droit seront obligés d'assister à leurs propres universités, ou bien de faire leurs études en Europe continentale où le droit romain est dominant. En fin de compte, le droit écossais se développera sur les principes du droit romain. L'unification de l'Angleterre et de l'Écosse aura lieu au dix-huitième siècle, mais la loi écossaise sera préservée, et le *Law French* n'aura jamais aucune raison de s'y installer.⁷⁴

De tels scénarios se dérouleront dans tous les autres pays du Commonwealth et de l'Empire britannique. Au Canada,

⁷² Baker, English Legal History 38-39; "Ireland," Columbia Encyclopedia.

⁷³ Vising, 25.

⁷⁴ Baker, English Legal History 39-40; Holdsworth, vol.4, 247; "Scotland," Columbia Encyclopedia.

par exemple, la France et l'Angleterre se disputeront cette terre à partir du dix-septième siècle. La plupart du territoire finira par tomber aux mains des Anglais, mais cela aura lieu au dix-huitième siècle, quand le *Law French* sera tombé en désuétude totale. Le Québec, bien sûr, restera une province francophone, mais son système juridique, s'inspirant directement du Code Napoléon, n'aura rien à voir avec le *common law*, ni avec le *Law French*.⁷⁵

Quand les colons anglais sont venus s'installer en Amérique au dix-septième siècle, ils eurent besoin de construire des systèmes juridiques pour leurs nouvelles communautés. Ils méprisèrent le *common law*, à cause de ses liens à la persécution anglaise à laquelle ils échappèrent, mais pourtant, faute d'autres exemples à suivre, ils se tournèrent vers l'Angleterre pour développer leurs systèmes de justice. A l'indépendance en 1776, le *common law* anglais avait été reçu dans toutes les colonies américaines. La terminologie du droit anglais y avait migré aussi, si bien que la Pennsylvanie et la Virginie appelèrent leurs cours criminelles les *Courts of Oyer and Terminer*, par exemple. Mais ceci n'est qu'une manifestation d'une transplantation lexicale. La langue vivante du *Law French*, étant déjà éteinte, n'a jamais joué un rôle dans la justice américaine.⁷⁶

⁷⁵ Jean-Claude Gémard, "Réflexions sur le langage du droit: problèmes de langue et de style," *Meta: journal des traducteurs* 26.4 (1981): 344; "Canada," *Columbia Encyclopedia*.

⁷⁶ Cf. Kempin, 44-47; Levy et al, *Encyclopedia of the American Constitution*, vol.2 (New York: MacMillan Publishing Co., 1986) 332.

Le français s'emploie dans l'administration actuelle de la Louisiane, mais c'est le français de France. Le système judiciaire de la Louisiane s'inspire, comme celui du Québec, du Code Napoléon. Même si elle avait fait partie du *common law* américain, son admission dans les États-Unis n'a eu lieu qu'en 1812, plus tard encore que l'indépendance des colonies américaines, et bien après la mort du *Law French*.⁷⁷

L'influence de la justice anglaise gagnera bien d'autres régions du globe, mais son influence arrivera toujours trop tard pour transmettre le *Law French* aux pays du Commonwealth. Le capitaine Cook ne découvrira l'Australie et la Nouvelle-Zélande qu'au dix-huitième siècle. L'Angleterre colonisera des régions africaines, y imposant son système de justice, mais il n'y aura aucun motif d'utiliser le *Law French*. Au contraire, dans leur tentative d'angliciser ces colonies, les Anglais y imposeront leur propre langue autant que possible. L'on peut faire de telles remarques au sujet de l'Inde aussi, où la colonisation anglaise n'a commencé qu'au dix-septième siècle.⁷⁸

Dès le développement du système juridique anglais au treizième siècle, et au cours des siècles qui ont suivi, le *common law* s'est imposé dans une certaine mesure dans un très grand nombre de régions dans le monde. Aujourd'hui il prédomine dans la plupart des pays anglophones.⁷⁹ Tandis que le *common law* survit depuis neuf siècles, le *Law French* a

⁷⁷ Kempin, 113; David & Brierly, 372.

⁷⁸ Holdsworth, vol.6, 140; "Australia", "New Zealand", "Colonization," Columbia Encyclopedia.

⁷⁹ "Common law," Columbia Encyclopedia.

cessé d'être langue vivante à la fin du Moyen Age. Le vocabulaire de la procédure judiciaire continue à être largement d'origine française, mais ces termes spécialisés en question ne sont plus considérés comme étrangers. Aujourd'hui dans les pays anglophones, la langue qui s'emploie comme véhicule pour l'expression juridique est l'anglais.

CHAPITRE 3:

DESCRIPTION DU LAW FRENCH

CONSIDERATION SUR L'ANCIEN FRANÇAIS ET LES DIALECTES FRANÇAIS SUR LESQUELS EST BASE LE LAW FRENCH

Les experts qui font des recherches sur le *Law French* ne sont pas tous d'accord dans sa définition linguistique. En examinant les études des spécialistes, nous y découvrons des descriptions qui varient entre la classification d'anglo-normand technique ou officiel, celle d'un dialecte corrompu de l'anglo-français, et celle d'une variante du français-normand.⁸⁰ Un point d'accord entre ces spécialistes est que le *Law French* est devenu éventuellement une langue autonome, avec laquelle l'étude du français continental n'avait guère de rapport.⁸¹ Cette divergence entre le *Law French* et le français de France a souvent été décrit d'une manière peu respectueuse:

The epithets tied to law Latin have been limited and unimaginative compared to the rich invective heaped on law French. It is not only "barbarous", and "corrupt", and a "dog French". It is "degenerate", and "kitchen-", "pigeon-",

⁸⁰ Cf. "Annexe", p.50.

⁸¹ Kibbee, 95, 188.

and "bastard French". Even the tolerant Jespersen describes it as a "curious mongrel language".⁸²

Une attitude de regret envers cette langue "corrompue" existait déjà à l'âge d'or du *Law French*. Un Français habitant en Angleterre à l'époque d'Elisabeth Ière (fin du seizième siècle) a écrit:

[Law French] may be worthily compared to some old ruines of some faire building, where so many brambles and thornes are growne, that scarcely it appeareth that ever there had bin any house. For before they had found how to print, they have copied it out so many times, each scrivener writing it at his own fancy, not keeping the true French orthography, or spelling, that now it seemeth that almost there is no language more far from the true French, then the French of our lawes: There being almost no word, which either by intermingling, or adding, or diminishing, or changing of a letter into another, they have not altered and corrupted.

Quant aux juristes de cette période-là, il remarque que:

...their pronunciation differeth so much from ours as it is impossible for a Frenchman to understand them.⁸³

Qu'est-ce qui a causé une telle divergence entre le *Law French* et le français continental? Pendant les années immédiatement après la Conquête normande, la classe dirigeante a continué à parler son dialecte français, le normand. Les générations suivantes d'origine normande se servaient de l'anglo-normand, une variante parlée en Angleterre qui était distincte du francien et du normand.

⁸² Citations dans Mellinkoff, *Language* 105.

⁸³ Baker, *Manual* 4-5.

Comme l'on a vu dans le premier chapitre, d'autres Français qui s'installeront en Angleterre au cours des deux siècles après la Conquête viendront d'un grand nombre de régions différentes. Cette "infiltration"... "d'autres immigrants, non seulement des Normands, mais des Angevins, des Picards, et aussi des Français de France"⁸⁴ va apporter une grande variété d'influences régionales, et le français parlé en Angleterre ne sera plus basé sur un seul dialecte français. Déjà au treizième siècle l'on s'inquiétera de la pureté du français parlé en Angleterre, et l'on enverra ses enfants en France pour l'étudier. De leur part, les Français n'auront pas beaucoup de respect pour la variante anglaise de leur langue. Dans la littérature française de cette période, le français d'Angleterre est très souvent parodié.⁸⁵

Puisque la source du *Law French* n'est pas exclusivement le normand, bien des spécialistes, en écrivant au sujet du *Law French*, se réfèrent à "l'anglo-français" (*Anglo-French*), une classification qui respecte mieux la variété d'influences dialectales sur ce français "bâtard".⁸⁶

La particularité du *Law French*

En décrivant l'anglo-normand, les spécialistes signalent qu'après la perte de la Normandie en 1204, ce dialecte devient insulaire, isolé et donc divergeant de sa source, et

⁸⁴ Brunot, 386.

⁸⁵ Cf. quelques exemples dans Brunot, 387-388n4.

⁸⁶ Cf. œuvres de Baker, Maitland, Rothwell et Woodbine.

plus limité dans son emploi. Il ne joue plus le rôle de langue maternelle, et sera dorénavant exclusivement une langue enseignée.⁸⁷ Cette description est encore plus applicable au *Law French*. Au quatorzième siècle il devient un langage tout particulier. Afin de l'apprendre il faut surtout maîtriser la morphologie verbale et des formules juridiques.⁸⁸ Au seizième siècle, les juristes vont s'entraîner surtout en apprenant par cœur des formules anciennes qui n'ont rien à voir avec le français continental.⁸⁹ Les manuels pour l'enseignement du français "standard" reconnaîtront cette grande divergence, et au seizième siècle ils ne comprendront aucun exemple du langage juridique.⁹⁰ Dans la justice, des mots anglais seront introduits de plus en plus souvent, et au dix-septième siècle il y aura des comptes rendus qui comprennent un mélange curieux de français et d'anglais. Considérons, par exemple, "the worst specimen of *Law French* yet discovered", ⁹¹ qui explique, peut-être, le dédain pour cette langue "bâtarde" discuté au début de ce chapitre:

Richardson An. Just. de C. Banc. al
Assises at Salisbury in Summer 1631
fuit assault per prisoner la condamne
pur felony que puis son condemnation
ject un brickbat a le dit justice que
narrowly mist et pur ceo immediately
fuit indictment drawn per Noy envers

⁸⁷ Pope, 424; Rothwell, "Language and Government" 270.

⁸⁸ Kibbee, 188.

⁸⁹ Kibbee, 100.

⁹⁰ Kibbee, 95.

⁹¹ M. Dominica Legge, "French and the Law," Year Books of Edward II: 10 Edward II, A.D. 1316-1317, ed. M. Dominica Legge and Sir William Holdsworth, The Year Book Series, vol. 11, Selden Society, vol. 52 (London: Bernard Quaritch, 1935) xliv.

le prisoner et son dexter manus ampute
et fix al Gibbet sur que luy mesme
immédiatement hange in presence de
Court.⁹²

Trente ans après l'apparition de cette fameuse histoire du
"brickbat", un autre compte rendu écrit sous Charles II (qui
a annulé le décret de 1650 qui visait à rétablir l'anglais
dans tout domaine juridique) comprendra le passage suivant:

Le case fuit que en home & se feme
ayant longe temps vive incontinent
ensemble, le home ayant consume son
substance...dit al feme que il fuit
weary de son vie, & que il voiloit
luy meme occider; a que la feme dit
que donc il voiloit auxi moryer ove
lui: per que le home praya la feme
que el voiloit vaer & atchater
ratesbane, and ils voilont ceo biber
ensemble, le quel el fist, & el ceo
mist en le drink, & ils bibe ceo;
mes la feme apres prist sallet oyle,
per que el vomit & fuit recov, mes
le home morust: et le question fuit
si ceo fuit murther en la feme.⁹³

Dans d'autres cas, ceux qui écrivent les comptes rendus pour
les *Year Books* semblent n'avoir plus de patience pour le
français et ils s'en remettent complètement à l'anglais,
comme dans les deux exemples suivants:

...jeo ne puisse ferther avoid the
wall...

Il semble the foot of ground in the
farther end of the garden.⁹⁴

Un tel style d'expression est une forte indication que
l'emploi du français dans la justice comme moyen d'expression

⁹² Kibbee, 95-96; Maitland, 125.

⁹³ Winfield, 11-12.

⁹⁴ Baker, Manual 2n10.

générale est moribond. Les juristes vont éventuellement s'exprimer en anglais à l'aide des éléments français qui sont indispensables. Puisque c'est le français technique qu'il faudra garder, les vestiges du français qui survivront font partie surtout du domaine lexical.

LEXIQUE

Spécialisation sémantique

La terminologie juridique de la langue anglaise n'a pas été inventée au départ comme un vocabulaire spécialisé. Elle a débuté tout simplement comme le français de tous les jours, parlé parmi les couches supérieures de la société anglaise. Au fur et à mesure des années suivantes, certaines expressions ont reçu des connotations de plus en plus techniques, parce que la régularisation du système juridique et la spécialisation de son vocabulaire avaient nécessité de nouvelles expressions techniques.⁹⁵ Dans l'anglais d'aujourd'hui, bien des termes de justice d'origine française ou anglo-normande ont des significations que leurs sources continentales ont perdues.⁹⁶ Aujourd'hui l'on peut noter des "faux amis" dont l'emprunt (français -> l'anglais) a eu lieu il y a des centaines d'années, et qui ne gardent plus le même sens. Dans des contextes juridiques, les expressions anglaises ont des significations techniques, tandis que leurs

⁹⁵ Cf. Rothwell, "Language and Government" 265.

⁹⁶ Rothwell, "The Missing Link in English Etymology: Anglo-French," Medium Ævum 60.2 (1991): 183-184.

relatifs français n'ont pas le même sens. Pour mieux comprendre ce phénomène, considérons les exemples suivants des paires de mots qui tirent leurs origines de la même source:

- agreement* : accord, convention et non "agrément"
- battery* : voies de fait (*assault and battery* = coups et blessures) et non "batterie"
- count* : chef (d'accusation) et non "compte"
- evidence* : preuve (et non "évidence")
- felony* : selon les pays (G.-B., E.-U.), délit particulièrement grave (± crime) [et non "félonie", la trahison féodale d'un vassal envers son seigneur]
- partner* : associé (et non "partenaire")
- reasons* : motifs (d'une décision) et non les "raisons"

97

Deux autres exemples que nous regarderons de plus près sont les usages techniques des mots *place* et *trespass*. En anglo-normand, ainsi qu'en anglais moderne, (mais non pas en ancien français ni en français moderne) *place* peut vouloir dire "maison" ou "résidence". Le *Law French* accorde un sens bien plus précis à ce terme, pour donner la signification de "tribunal", comme dans les expressions *en mesme la place* ("dans ce tribunal même"), *chef place* ("cour suprême"), *commune place* (auparavant, tribunal où l'on entendait les causes des roturiers), et *place le roi* ("cour du roi"). Ici nous avons un bon exemple de l'évolution de l'anglo-normand qui était indépendante de celle du français vernaculaire

⁹⁷ Gémard, 346.

continental, surtout dans le registre juridique.⁹⁸

En ancien français, "trespas" voulait dire une traversée. Ce terme a graduellement pris de chaque côté de la Manche le sens plus général de franchissement d'une limite, ou d'une transgression d'une loi civile, religieuse ou morale. En Angleterre, ce sens a été transféré de l'ancien français à l'anglo-normand, ensuite au moyen anglais, et enfin à l'anglais moderne, où, dans le domaine juridique, *trespass* a un sens bien précis. Par contre, en France cette notion de la transgression a été perdue après le seizième siècle, et aujourd'hui "le trépas" n'existe plus que comme synonyme littéraire de "la mort".⁹⁹

Des remarques similaires peuvent être faites au sujet d'un grand nombre d'autres noms communs d'origine française qui, au cours des siècles d'usage dans les tribunaux anglais, ont pris des sens particuliers dans des contextes juridiques, tels que *appeal*, *covenant*, *damage*, *larceny*, *negligence*, *nuisance*, et *pardon*, pour ne citer que quelques exemples.¹⁰⁰ Le langage du droit anglophone comprend d'autres mots d'origine française que le français moderne a perdus ou dont il a modifié le sens. Prenons l'exemple du verbe *distrain*. Cela veut dire saisir la propriété de quelqu'un afin de le contraindre à régler une dette. *Distrain* vient du moyen

⁹⁸ Rothwell, "The Problem of Law French," *French Studies* 46.3 (1992): 264; Rothwell, "Missing Link" 184.

⁹⁹ Rothwell, "Problem" 262; "Trépas," *Petit Larousse Illustré* 1994. Exemple célèbre: les trépassés seront persécutés (*trespassers will be prosecuted*), lu sur des panneaux dans les régions frontalières entre le Québec et les États-Unis.

¹⁰⁰ Baker, "Law French" 80; Mellinkoff, *Language* 15.

anglais *distreinen*, saisir, qui vient de l'ancien français *destreindre*, qui vient du latin *distringere*, saisir, contraindre. En français moderne il n'y a pas de verbe de même origine qui exprime cette idée.¹⁰¹

A la fin du chapitre il y a des listes partielles des expressions et des termes français qui sont toujours utilisés dans le discours juridique anglais.

Changements phonétiques: adaptation au système anglais

L'adaptation des termes français au système anglais a résulté en la métathèse du "r" dans les verbes en "-re". Ces verbes se terminent en "-er" quand ils sont introduits dans l'anglais. Ainsi "joindre" devient *joinder*, "rendre" devient *render*, etc. Les juristes traitaient presque tout verbe comme verbe du premier groupe de conjugaison. Comme résultat le *Law French* comprend des verbes tels que *aver*, *render*, *tender*, et *oyer* (ouïr). Cette métathèse se produit dans d'autres catégories grammaticales aussi, comme dans le cas de l'adjectif *auter*. A ce propos, Maitland écrit:

It is also to be remembered that -er was destined to become in English the regular representative of the French -re, as may be seen in dozens of cases that have nothing to do with the conjugation of verbs: *master*, *chamber*, and so forth. Englishmen do not like a final -re. Even when we write -re (as in *meagre* and *centre*) we most of us pronounce -er, or rather, we pronounce no r at all.¹⁰²

¹⁰¹ Cf. Brunot, 395nn4-5.

¹⁰² Maitland, lix.

Quant à la prononciation du *Law French* en général, comme c'est une langue qui a cessé d'être parlée il y a des siècles, malheureusement nous n'avons pas de moyen de savoir comment les juristes la prononçaient à l'époque de son emploi à l'oral. Selon un groupe d'avocats anglophones auxquels la question a été récemment posée, les termes spécialisés d'origine française qui s'emploient aujourd'hui sont prononcés en suivant les règles de la prononciation anglaise. Le résultat de ce petit sondage ne devrait pas nous surprendre. Après tout, ce jargon fait partie de la langue anglaise. Néanmoins, il y aura toujours des individus qui se plaignent de la prononciation anglaise des termes français. Comme exemple de l'ancienneté de ce phénomène, Sidney S. Alderman raconte des observations faites par Sir William Blackstone (1723-1780):

Blackstone, the great commentator on the English law, has an interesting footnote dealing with this cry "oyez". He is speaking of the "ignorance of succeeding clerks" in misunderstanding the meaning of certain Latin and French terms in pleadings, and in the footnote he says: "Of this ignorance we may see daily instances in the abuse of two legal terms of ancient French; one, the prologue to all proclamations, 'oyez', or hear ye, which is generally pronounced most unmeaningly, 'O yes'; the other a more pardonable mistake, viz. when the jury are all sworn, the officer bids the crier number them, for which the word in law-French is 'countez'; but we hear it pronounced in very good English, 'count these'.¹⁰³

¹⁰³ Sidney S. Alderman, "The French Language in English and American Law," The Canadian Bar Review 28 (1950): 1110.

GRAMMAIRE DU LAW FRENCH MODERNE

Changement de catégorie grammaticale

L'on a déjà établi que le *Law French* qui s'emploie actuellement dans la justice anglophone consiste surtout en des noms et des verbes qui ont des significations techniques. Bien des noms du *Law French* étaient des verbes français à l'origine. Les juristes anglais ont très souvent utilisé des infinitifs pour remplir la fonction de substantif, et aujourd'hui l'on pourrait dresser une liste énorme de noms techniques, toujours employés par les avocats et les juges, dont les origines sont verbales. Un appendice à la fin de ce chapitre en fournit une liste partielle¹⁰⁴, mais prenons maintenant un moment pour examiner un exemple de ce changement de catégorie grammaticale.

Un exemple intéressant est le mot (substantif) *attainder*. Aujourd'hui cela veut dire la "mort civile", ou la privation de tous les droits civils lorsqu'une condamnation à mort est prononcée. Son sens archaïque était "le déshonneur". Ce mot vient du moyen anglais *attendre*, "condamnation", qui vient de l'anglo-normand "la corruption du sang (du criminel)", qui vient de l'ancien français *ataindre*, "infecter". En traçant les origines de cette expression moderne, il faut remonter à l'ancien français pour trouver sa source infinitive. Les recherches ont déterminé qu'en général ces noms ont gardé leurs fonctions infinitives jusqu'à la période du moyen anglais, mais en ce cas-ci, le changement de

¹⁰⁴ Cf. liste, p.51.

catégorie grammaticale a eu lieu pendant la période de l'anglo-normand.

Un autre exemple du changement de catégorie grammaticale se trouve dans l'expression *assets*. C'est un nom pluriel qui veut dire "tous les biens d'un individu". Ce nom provient d'un adverbe. *Assets* vient de l'anglo-normand *asetz*, qui vient de l'ancien français *asez*, "assez", qui vient du latin *ad- + satis*, "suffisamment" (c'est-à-dire, assez pour satisfaire à ses créanciers).¹⁰⁵

Morphologie

Un autre groupe de substantifs verbaux, qui constituerait aussi une très grande liste, vient des participes passés. Pour n'en citer que quelques exemples, nous avons *assize*, *grantee*, *lessee*, et *vouchee*. Prenons l'exemple de *lessee*. Ceci est un locataire, un preneur à bail. C'est un mot du moyen anglais, qui vient de l'anglo-normand *lessee*, une variante de l'ancien français *lesse*, participe passé de *lessen*, "louer à bail". En employant ainsi le participe passé comme substantif, les juristes anglophones se servent d'une construction qui serait grammaticalement impossible en français. En anglais, un *lessee* n'est pas celui qui a été loué, comme il le serait en français, mais plutôt celui à qui quelque chose a été loué. Puisque ce substantif participial porte un sens différent de celui du participe

¹⁰⁶ Très souvent en ancien français *assez* veut dire *beaucoup*. Cf. A.J. Greimas, Dictionnaire de l'ancien français jusqu'au milieu du XIVe siècle (Paris: Librairie Larousse, 1968).

passé, c'est effectivement un nouveau mot.

Le suffixe *-ee* a été ajouté à d'autres mots qui ne sont ni des verbes ni d'origine française. Le mot *trustee* ("curateur"), par exemple, du nom anglais *trust*, vient du moyen anglais *truste*, qui vient du vieux norrois *traust*, "confiance". En plus, ce suffixe est utilisé même où il n'est pas le suffixe correct pour indiquer le participe passé, comme dans le cas du mot *vendee*, dont l'infinitif est un verbe en *"-re"* qui devrait s'écrire *vendu*. Voici encore un exemple du traitement de tout verbe comme verbe du premier groupe.

Au départ, l'emploi de la terminaison *-ee* pour marquer le passif, et *-or* pour marquer l'agent, était limité aux termes techniques du droit, mais aujourd'hui l'opposition *-ee/-or* est très fonctionnelle partout en anglais.¹⁰⁶ Une liste annexe fournit d'autres exemples de ce phénomène.¹⁰⁷

Ordre des mots

La langue anglaise comprend plusieurs expressions d'origine française qui consistent en des combinaisons de noms et d'adjectifs. Quand le *Law French* a emprunté de telles combinaisons, il a aussi conservé l'ordre des mots, et place donc l'adjectif après le nom pour donner *heir male*, *issue male*, *fee simple*, *fee tail* (de "taillé"), *proof demonstrative*, *damage faisant*, *malice prepense* (ou sa version anglicisée, *malice aforethought*), *letters patent*, *attorney*

¹⁰⁶ Cf. Jespersen, 108; Maitland, xxxix.

¹⁰⁷ Cf. liste, p.53.

general, et *court marshal*. Cet ordre des mots est l'envers de celui de l'anglais, ce qui sert à renforcer le caractère formulaire du *Law French*.

Redoublement linguistique

Le discours juridique est souvent critiqué à cause de son jargon qui est incompréhensible aux non initiés. Son style prolixe fait aussi l'objet de critiques. Afin d'être précis et d'une signification indisputable, l'expression juridique est généralement verbeuse. Les décrets cités à la fin de Chapitre 1 en sont la preuve. Mais, parfois il existe une verbosité qui n'est pas aussi facilement justifiée. Le langage du droit a tendance à redoubler des expressions au moyen de leurs synonymes quand il suffirait de n'en utiliser qu'une. Très souvent ce redoublement consiste en une expression anglaise et une expression française.

Au moment de l'abandon du français comme langue principale du droit, les juristes anglais se trouvaient face à une surcharge de termes anglais et français. Soit pour assurer la clarté de leur langage, soit pour ajouter de l'emphase, ils ont réunis deux, parfois trois, synonymes pour créer une seule expression. Au seizième siècle (à l'époque du décret de 1650) l'on craignait la réexpansion des définitions des termes techniques qui allait se produire quand les lois seraient traduites en anglais. Pour ne pas perdre la signification particulière de ces expressions techniques, elles furent traduites mais l'on conserva aussi les

expressions françaises originales. Ainsi ce phénomène de redoublement (ou bien de triplement) s'est produit, et nous avons comme résultat des expressions telles que *had and received, acknowledge and confess, fit and proper, breaking and entering* (des exemples de l'anglais suivi du français), *act and deed* (du français suivi de l'anglais), et *give, devise and bequeath* (de l'anglais, du français et encore de l'anglais). On constate, comme en français jusqu'au dix-septième siècle, le redoublement des synonymes qui sont tous les deux (ou les trois) d'origine française, tels que *null and void, aid and abet, aid and comfort, cease and desist*, et *rest, residue and remainder*. L'on peut souvent questionner la nécessité de ce phénomène. Est-il possible de cesser sans se désister?¹⁰⁸ Une liste annexe fournit encore d'autres exemples de redoublement linguistique du *Law French*.¹⁰⁹

¹⁰⁸ Cf. George D. Gopen, "The State of Legal Writing," Michigan Law Review 86 (1987): 340; Mellinkoff, Language 121-122, 345-366.

¹⁰⁹ Cf. liste, p.54.

ANNEXE

1. Appellations utilisées dans la description du Law French

a. Ceux qui utilisent l'appellation "Norman-French" pour décrire le Law French:

- Alderman, 1107: "...Norman-French...was the language...of the lawyers..."
- *American Heritage Dictionary*: "Norman French, 1. The dialect of Old French used in medieval Normandy and England. 2. The form of this dialect used in English court and legal circles...until the 15th century, still surviving in some legal formulas. Also called Anglo-French, Anglo-Norman"
- *Black's Law Dictionary*: "Law French: The Norman French language...which, for several centuries, was...the language of the English law..."
- *Oxford English Dictionary*: Law French: "...the corrupt variety of Norman French used in English law books..." Norman French: "...the jargon...of our legal writers..."

b. Ceux qui utilisent l'appellation "anglo-normand" pour décrire le Law French:

- Gopen, 340: "...Anglo-Norman ("Law French")..."
- Legge, xxxix: "...the basis of Law French is the latest living Anglo-Norman"
- Mathew, 358: "In this Anglo-Norman French ...lawyers spoke and wrote..."
- Pope, 24: "the technical form of Anglo-Norman"
- Serjeantson, 156: "...Anglo-Norman...used for many legal affairs..."
- Vising, 33: "official Anglo-Norman...in legal documents"

c. Ceux qui utilisent l'appellation "Anglo-French" pour décrire le Law French:

- Baker, Manual, 4: "...corrupt dialect of Anglo-French..."
- Maitland, xxxiii: "...the Anglo-French language of the...Year Books"
- Rothwell, "Language" 270: "...Anglo-French...diverging more and more from the French of Paris."
- Woodbine, 395n1: "...the...Anglo-French of these lawyers..."

2. EXEMPLES

Série A: Infinitifs français utilisés comme substantifs anglais

attainder - n. 1. "mort civile", la privation de tous les droits civils lorsqu'une condamnation à mort est prononcée; 2. (archaïque) le déshonneur; du moyen anglais *attendre*, condamnation, de l'ang.nor.: la corruption du sang (du criminel); de l'a.fr. *ataindre*, infecter.

cesser - n. la terminaison prématurée d'un droit; de l'a.fr. *cesser*; du lat. *cessare*, retarder, arrêter.

demurrer - n. ce que l'on plaide pour rendre un non-lieu, parce que les constatations de l'opposition sont insuffisantes pour soutenir la réclamation; moyen anglais *demeoren*, *demuren*, retarder, rester; du français *demorer*, *demurer*.

disclaimer - n. répudiation d'un droit ou d'une réclamation; moyen anglais *discla(i)men*; de l'a.fr. *desclamer* : *des-* ; du lat. *dis-* (renversion), + *clamer*, réclamer.

estovers - n.pl. les choses jugées nécessaires qui sont accordées à qqn. par la loi (par exemple la pension alimentaire); moyen anglais; de l'ang.nor. *estover*; de l'a.fr. *estoveir*, *estovoir*, falloir.

interpleader - n. un procès qui détermine qui est l'ayant droit (personne qui a des droits à quelque chose) quand deux individus engagent les mêmes poursuites contre quelqu'un; de l'ang.nor. *entrepleder* : *entre* + *pleder*; de l'a.fr. *plaidier*, *pleidier*, plaider.

joinder - n. jonction d'instance; du français *joindre*.

merger - n. fin d'un droit, d'une propriété, d'une action ou d'un contrat lorsqu'il est absorbé par un autre; traité comme *Law French*, mais le terme vient du lat. *mergere*, plonger, noyer.

misnomer - n. nom mal approprié; moyen anglais, de l'ang.nor.; de l'a.fr. *mesnommer*.

ouster - n. l'acte injustifié de forcer quelqu'un à abandonner sa propriété ou ses terres; de l'ang.nor. *ouster*, déposséder, priver quelqu'un de la possession de quelque chose.

(a court of) *oyer and terminer* - n. une audience ou un procès [aux Etats-Unis l'expression est utilisée surtout à la cour criminelle suprême]; ang.nor. *oyer et terminer*, entendre et déterminer: *oyer*, variante de l'a.fr. *oïr*, entendre + *terminer*, déterminer.

rejoinder - n. un deuxième plaidoyer du défendant, qui répond à la réponse du plaignant; moyen anglais *rejoinen*; de l'a.fr. *rejoindre*, répondre.

remainder - n. usufruit avec réversibilité; moyen anglais *remaynder*; de l'a.fr. *remaindre*, rester.

render - n. un paiement; moyen anglais *rendren*; de l'a.fr. *rendre*.

reverter - n. le retour d'argent ou de propriété à sa propriétaire précédant ou à ses héritiers; du moyen anglais *reverten*; de l'a.fr. *revertir*, retourner.

tender - n. une offre d'argent ou d'un service en paiement d'une obligation; de l'a.fr. *tendre*.

trover - n. une action en justice pour obtenir des dommages-intérêts des biens personnels retenus illégalement ou détournés à tort; de l'a.fr. *trover*, trouver.

user - n. la jouissance ou la possession d'un droit ou d'une propriété; du moyen anglais *usen*; de l'a.fr. *user*, utiliser.

voir(e) dire - n. un examen ou une audition préliminaire pour déterminer la compétence d'un juré ou d'un témoin possible; ang.nor.; de l'a.fr., dire la vérité: *voir(e)*, vrai; du lat. *verus*.

Série B: Participes passés français utilisés comme substantifs anglais

assize - n. séance d'un corps législatif, ou un décret promulgué à une telle séance; moyen anglais *assise*; de l'a.fr. *assise*, participe passé féminin de *asseoir*; du lat. *assidere*, s'asseoir auprès, être juge adjoint.

bailee - n. celui à qui une propriété est transmise; variante du participe passé de l'a.fr. *baillier*, charger de.

feoffee - n. celui à qui sont accordées des terres au lieu de l'argent; participe passé de l'ang.nor. *feoffer*; de l'a.fr. *fieffer*, de *fief*.

lessee - n. un locataire, un preneur à bail; moyen anglais, de l'ang.nor. *lessee*, variante de l'a.fr. *lesse*, participe passé de *lessen*, louer à bail.

mortgagee - n. celui qui tient une hypothèque; de moyen anglais *morgage*, suffixe *-ee* (passif) ajouté à l'a.fr. *mortgage*.

vendee - n. celui à qui qqch. est vendu; participe passé féminin du français *vendre*.

venue - n. lieu du procès, juridiction; moyen anglais, arrivée; du participe passé féminin de l'a.fr. *venir*.

vouchee - n. celui qui est appelé en justice comme témoin; du moyen anglais *vouchen*, appeler en justice comme témoin; de l'a.fr. *vocher*; du lat. *vocare*, appeler.

Série C: Redoublement linguistique Source: Mellinkoff, Language

121-122.

<i>acknowledge and confess</i>	vieil anglais: ancien français
<i>act and deed</i>	français: vieil anglais
<i>aid and abet</i>	français: français
<i>aid and comfort</i>	français: français
<i>authorize and empower</i>	français: français
<i>breaking and entering</i>	vieil anglais: français
<i>cease and desist</i>	français: français
<i>deem and consider</i>	vieil anglais: français
<i>final and conclusive</i>	français: lat.
<i>fit and proper</i>	vieil anglais: français
<i>fraud and deceit</i>	français: français
<i>free and clear</i>	vieil anglais: ancien français
<i>give, devise and bequeath</i>	v.anglais: anc.fr: v.anglais
<i>goods and chattels</i>	vieil anglais: ancien français
<i>had and received</i>	vieil anglais: ancien français
<i>hue and cry</i>	français: français
<i>in lieu, in place, instead, and in substitution of</i>	fr: fr: vieil anglais: anc.fr.
<i>keep and maintain</i>	vieil anglais: français
<i>maintenance and upkeep</i>	français: anglais
<i>made and entered into</i>	vieil anglais: français
<i>metes and bounds</i>	français: français
<i>mind and memory</i>	vieil anglais: ancien français
<i>name and style</i>	anglais: ancien français
<i>new and novel</i>	vieil anglais: ancien français
<i>null and void</i>	français: français
<i>pains and penalties</i>	français: français
<i>pardon and forgive</i>	français: vieil anglais
<i>peace and quiet</i>	français: lat.
<i>rest, residue and remainder</i>	français: français: français
<i>remise, release, and quitclaim</i>	français: français: français
<i>right, title, and interest</i>	v.anglais: v.anglais: français
<i>save and except</i>	français: lat.
<i>shun and avoid</i>	vieil anglais: français

CHAPITRE 4:

ÉTUDE DU LAW FRENCH DANS LE DROIT DU VINGTIÈME SIÈCLE

DOMAINES DANS LESQUELS IL S'EST MAINTENU

Contexte historique

L'objet de cette section est de déterminer les domaines du droit dans lesquels le *Law French* joue toujours un rôle important. Rappelons-nous que le français n'est plus le moyen d'expression des juristes anglophones, et qu'à l'exception de quelques formules et tournures d'origine française, tout ce qui reste aujourd'hui de ce langage est de nature lexicale. Les termes français toujours en usage dans la justice sont des termes et des expressions dont la fonction est de nommer avec précision les éléments du système juridique. Puisque le *Law French* s'est développé au Moyen Age, l'on peut formuler avec quelque certitude l'hypothèse que les termes qui ont survécu jusqu'au vingtième siècle font partie des domaines du droit qui ont existé depuis le Moyen Age, c'est-à-dire les domaines qui constituent la base d'un système judiciaire en formation.

Un juriste anglais, Anthony Fitzherbert (1470-1538), a écrit un traité de droit qui est bien connu, son *Graunde Abridgement*. Cette œuvre résume les principes du droit anglais de son époque, et elle classe les comptes rendus des procès sous des titres variés. En examinant son traité, l'on trouve que:

The twelve largest titles in Fitzherbert are 'Briefe' with 949 points and cases, 'Assize' (472), 'Corone' (467), 'Voucher' (315), 'Barre' (285), 'Estoppel' (267), 'Judgement' (264), 'Avowry' (266), 'Garde' (264), 'Trespas' (258), 'Process' (227), and 'Dower' (204). The law of procedure, land law, criminal law - these are the chief topics in the [legal] system [of his time].¹¹⁰

Il est logique que ces trois points constituent la base de n'importe quel système juridique et qu'ils survivent jusqu'à nos jours. Le droit de la terre et de la propriété est à la base de toute société organisée, ainsi que la justice criminelle. En plus, un tel système, afin d'être suffisamment organisé, exige une procédure bien régularisée. Le traité de Fitzherbert démontre l'importance de ces trois points au quinzième siècle, importance qui se manifestera toujours au cours des siècles suivants, d'où la survivance du vocabulaire français dans ces domaines juridiques jusqu'au vingtième siècle.

Afin de déterminer les éléments de la langue française qui existent toujours dans l'anglais du droit, il convient

¹¹⁰ Winfield, 231-232.

donc de remonter au Moyen Age et d'examiner davantage le contexte historique de la naissance du *Law French*. Nous avons déjà établi que l'emploi du français dans le domaine juridique a été une conséquence éventuelle de la Conquête normande et que son apparition a coïncidé avec la naissance du *common law* en Angleterre. Considérons maintenant une autre conséquence de la Conquête normande, qui jusqu'ici n'a pas été mentionnée, mais dont l'impact a été énorme. Quand Guillaume est monté sur le trône anglais au onzième siècle, il y a apporté avec lui le système féodal, un système très organisé, discipliné, et de caractère militaire, qui a préparé la voie pour le développement plus tard du *common law*.¹¹¹ Notre intérêt étant plutôt de nature linguistique, nous n'entrerons pas dans les détails de la féodalité, mais il convient toutefois de consacrer une partie de cette étude à son sujet.

La féodalité à la base du droit des biens

En Angleterre au Moyen Age, la base du pouvoir et de la richesse était la possession de la terre. Au centre du système féodal anglais se trouvait la doctrine des tenures. Toute la terre du royaume appartenait à la Couronne. Les sujets du roi ne pouvaient que "tenir" la terre, soit directement de la Couronne, soit d'un pouvoir intermédiaire. Tout individu tenant la terre devait le service à son supérieur, soit un service de nature militaire, soit de

¹¹¹ David & Brierly, 289.

nature personnelle. Ce système de tenures a continué pendant quelques siècles après la Conquête, et il est graduellement devenu un système où les services à rendre étaient échangés contre des paiements en argent. La base du principe des tenures a survécu jusqu'au vingtième siècle, car aujourd'hui en Angleterre, la théorie existe toujours qu'un sujet ne peut pas être propriétaire de la terre elle-même. Il est plutôt propriétaire d'un *estate in land*, ce qui lui accorde le droit de jouir de la terre comme s'il en était propriétaire.¹¹²

Le fondement du *common law*, est généralement attribué au règne d'Henri II (1154-1189). C'est pendant son règne que tout sujet du royaume se vit accorder l'accès à la justice royale. En s'appuyant sur le système féodal, Henri II affirmera qu'en fin de compte toute la terre du royaume lui appartient, et que, par conséquent, tout conflit lié à la terre sera résolu soit par le roi, soit par l'un de ses représentants. Pendant cette période il y aura une grande croissance de litiges de propriété. Ainsi se développera l'un des premiers intérêts juridiques du nouveau système centralisé.¹¹³ Henri II va développer toute une doctrine de la propriété qui s'appelle *seisin*¹¹⁴, qui va survivre comme concept juridique jusqu'au vingtième siècle.¹¹⁵

¹¹² Cf. Elizabeth A. Martin, A Concise Dictionary of Law, 2nd ed. (Oxford: Oxford University Press) 167.

¹¹³ Baker, English Legal History 14-15, 17.

¹¹⁴ Cf. "Annexe", pp.68-78, qui explique toute expression mentionnée dans ce chapitre.

¹¹⁵ Paul Vinogradoff, Roman Law in Medieval Europe (Oxford: Oxford University Press, 1923) 98-99, 108-109.

Le droit des biens, élément fondamental de l'organisation d'une société, a survécu jusqu'à nos jours comme intérêt principal du droit. Aujourd'hui, quand les étudiants en droit anglo-américain étudient le droit des biens, ils remontent au Moyen Age pour étudier les principes féodaux, car c'est un aspect du *common law* qui est largement fondé sur le précédent historique.¹¹⁶ L'on peut conclure, alors, que le vocabulaire de ce domaine juridique comprendra toujours une grande proportion de vocabulaire médiéval, ou, dans le cas de l'anglais, qu'il comprendra un grand nombre d'expressions d'origine française.

Justement, en examinant des dictionnaires du droit et des articles qui traitent le sujet du *Law French* du vingtième siècle, l'on rencontre un très grand nombre d'expressions d'origine française qui s'emploient dans le droit des biens de nos jours. Examinons un exemple très intéressant de cette terminologie, le mot *chattels*. Dans le langage technique du droit contemporain, ce mot sert à nommer les biens meubles, comme dans le redoublement linguistique que l'on a déjà vu, *goods and chattels*. *Chattels* tire son origine de l'ancien français *chatel*, qui vient du latin *capitale*, propriété principale ou biens d'un individu. Par contre, le vernaculaire de l'anglais du Moyen Age va adopter son équivalent anglo-normand *catel*, qui partage son origine latine avec l'ancien français *chatel*. Après son introduction dans le moyen anglais, le vernaculaire *catel* voudra dire les biens et le bétail. Au seizième siècle l'expression sera

¹¹⁶ Kempin, 129-179; Martin, 167.

limitée au sens du bétail, pour donner l'expression moderne, *cattle*. L'on peut aussi remarquer que dans le français moderne il existe le terme *cheptel*, qui veut dire "bétail". Ce mot vient aussi du latin *capitale*, mais aujourd'hui il n'a plus le sens de "biens".¹¹⁷

La justice criminelle

Comme le maintien de l'ordre public est aussi un aspect fondamental d'un bon gouvernement, la justice criminelle sera l'un des premiers intérêts principaux de la Couronne à l'époque d'Henri II.¹¹⁸ Le fondement de la juridiction royale sur le crime sera le *king's peace*, qui protégera certaines routes, certains endroits et même certains jours. Le fait de troubler cette "paix" sera considéré comme un *breach of the king's peace*. Plus tard cette notion de *breach of the peace*, mènera à la juridiction criminelle sur les conflits entre des individus, tels que l'entrée non autorisée, ou l'agression, deux délits qui constitueront plus tard la base de la notion du *trespass*. Graduellement, l'idée du *king's peace* s'appliquera à tout endroit et à tous les jours. Au seizième siècle, la justice royale s'occupera non seulement de la propriété de la terre, des crimes et du *trespass*, mais aussi de tout un domaine de *torts* (les actes délictuels ou quasi-délictuels) et de toute sorte de *breach* (rupture) of

¹¹⁷ Cf. Mellinkoff, Language 40, 117; "Chattels" et "Cattle," Oxford English Dictionary, 1971 ed.; et American Heritage Dictionary of the English Language, 1975 ed.; "Cheptel," Petit Larousse Illustré 1994.

¹¹⁸ Baker, English Legal History 14-15, 17.

contract. En développant cet aspect de la justice anglaise, beaucoup de termes français seront empruntés.

Examinons maintenant deux expressions d'origine française qui font partie du lexique de la justice criminelle, et qui sont particulièrement intéressantes. L'histoire nous a souvent montré, et continue à nous rappeler, qu'il ne faut pas faire une distinction totale entre la notion d'un criminel (quelqu'un qui travaille contre le système) et la notion d'un membre de l'administration (quelqu'un qui travaille pour le système). En examinant les noms des crimes, par exemple, l'on remarquera déjà au Moyen Age l'existence du verbe *embezzle*, et qu'à cette époque-là il a déjà pris le sens technique que nous lui accordons aujourd'hui. L'ancien français *besiller* (supprimer ou détruire) est à la source de ce terme. L'anglo-normand y ajoutera divers préfixes, *a-*, *em-*, ou *en-*. Son sens général, celui de filer en secret avec quelque chose, apparaîtra souvent dans des textes qui datent de la fin du treizième siècle et du début du quatorzième siècle:

The contexts in which these various forms of 'embezzle' are found refer not only to souls, charters, legal documents and a strong-box, but also to the disappearance of royal money given as a charitable bequest and to customs duty being fraudulently avoided and presumeably pocketed by individuals, these latter senses being very much in line with the Modern English meaning of the term...Middle English took up these verbs from Anglo-French and was using them abundantly

in records after the first quarter of the fifteenth century.¹¹⁹

L'emploi "abondant" du terme au quinzième siècle indique qu'évidemment l'envie de détourner des fonds n'est pas un concept moderne.

Un terme dont l'origine est extrêmement curieuse est le mot *culprit*, qui aujourd'hui veut dire un individu inculpé d'un crime, ou un coupable. Selon le *Oxford English Dictionary*, la première apparition de ce terme date de 1678, la période d'abandon rapide du *Law French* comme moyen d'expression. Avant cette période-là, les juristes se servaient toujours dans une grande mesure du français. Dans les tribunaux anglais du Moyen Age, quand le prisonnier plaidait "non coupable", le greffier répondait "Culpable: prest d'averrer nostre bille" ("Coupable: [et je suis] prêt à prouver notre accusation"). La formule *prest (prist)* s'employait constamment dans la procédure médiévale, pour signifier que les parties étaient prêtes à commencer le procès. La réponse du greffier était notée sur le rôle sous la forme abrégée, "cul, prist, etc". Après la désuétude du *Law French*, cette formule fut méprise pour une appellation adressée à l'accusé, et le greffier dit au prisonnier en anglais, "Culprit, how will you be tryed?" Dorénavant le terme voudra dire l'accusé ou le coupable.¹²⁰

¹¹⁹ Rothwell, "Missing Link" 181.

¹²⁰ "Culprit," *Oxford English Dictionary*.

La procédure juridique

Guillaume Ier a posé les bases d'un gouvernement centralisé quand il a établi sa *Curia Regis*. Ce n'était pas une cour dans le sens mondain du terme.¹²¹ La *Curia Regis* était principalement administrative et dans une faible mesure judiciaire.¹²² Au cours des siècles suivants, la spécialisation des fonctions législatives, judiciaires et exécutives se produira, et éventuellement un corps législatif, le Parlement, se développera ainsi que des tribunaux qui prendront essentiellement la forme que l'on reconnaîtrait aujourd'hui. En développant ce système de justice, la procédure juridique sera régularisée, et afin de développer un vocabulaire d'une procédure neuve, un grand nombre d'emprunts lexicaux aura lieu dans ce domaine de la justice. Puisque la procédure juridique n'a pas beaucoup changé au cours des siècles, un très grand nombre de ces emprunts font partie du vocabulaire contemporain.

Un exemple de ce vocabulaire qui mérite d'être discuté est le mot *verdict*, car l'histoire de ce terme n'est pas absolument claire. Des formes de ce mot ont apparu en anglo-normand dès la fin du douzième siècle. A cette époque-là le mot avait le sens de "constatation", "annonce" et "jugement" (mais non du sens juridique). Le sens plus technique d'un prononcement du jury sur la culpabilité d'un accusé apparaîtra aux environs de la fin du treizième siècle. Selon le *Oxford English Dictionary*, *verdict* vient de l'anglo-

¹²¹ "Common law," Martin, 77.

¹²² Mellinkoff, *Language* 68.

normand *verdit*, une variante de l'ancien français *voirdit* (*vrai* + le participe passé de *dire*). Les dictionnaires français décrivent le mot *verdict* dans le français moderne comme un emprunt anglais du dix-septième siècle. Ceci pose certaines questions. Est-ce que le français médiéval du continent n'avait pas de mot pour exprimer "*verdict*", ou est-ce qu'il existait un autre terme pour exprimer ce concept? Ou bien, est-il possible que nous ayons ici une défaillance de traitement de la part des dictionnaires modernes?

Il se peut que *verdict* vienne du latin plutôt que de l'ancien français, où *vere* (*dictum*) devait évoluer en *voir*, sauf dans l'espace normand-picard. Le français avait *voir dire*, qui n'a pas le même sens que *verdict*. En empruntant plus tard ce dernier, il a emprunté un terme technique, signifiant "*jugement*" (mot qui n'est pas spécialisé). Le français a aussi emprunté la prononciation [v r dikt], ce qui souligne son caractère de terme spécialisé et son origine "*étrangère*". Quoi qu'il en soit, cet exemple montre la complexité des échanges entre l'anglais, le français et le latin dans la formation du langage juridique.¹²³

¹²³ Cf. discussion dans Rothwell, "Problem" 264-265; "*Verdict*," Oxford English Dictionary: "The modern French *verdict* is from English"; et Larousse: "...mot anglais, du latin *vere dictum*, proprement dit".

Les noms des individus jouant un rôle dans le système juridique

Un aspect important de l'organisation d'un système juridique et du développement d'une procédure régularisée est qu'il faut préciser les fonctions diverses des individus liés à ce nouveau système. La procédure en se développant en Angleterre eut besoin d'emprunter toute une classe de termes techniques pour nommer précisément tous ces rôles. Aujourd'hui, puisque ni la procédure, ni ces rôles n'ont guère changé au cours des siècles, les milieux juridiques anglophones sont pleins d'individus dont la fonction est désignée par un terme d'origine française.

Certains d'entre ces termes qui, au départ, ont été empruntés afin de nommer les fonctions des personnes, ont par la suite évolué. Le terme *assize*, par exemple, qui aujourd'hui veut dire soit une séance d'un corps législatif, soit un décret promulgué à une telle séance, tire son origine historique du nom d'une sorte de jury. Au Moyen Age il existait une forme de tribunal qui consistait en un groupe de douze à quinze hommes. Ces hommes exécutaient essentiellement la fonction d'un jury, à l'exception du fait qu'ils basaient leur verdict sur leur propre investigation au lieu de le baser sur la preuve et le témoignage présentés qui déterminent nos verdicts contemporains. A cause du fait que ces hommes s'asseyaient ensemble, ils s'appelèrent *the assise*

(ou *assize*).¹²⁴

Un autre terme qui continue à désigner le rôle d'un individu dans la justice, *chancellor*, a une histoire intéressante qui a commencé bien avant la Conquête normande. Pendant le règne d'Edouard le Confesseur (1042-1066), une grande proportion de Normands occupaient des postes élevés à la Cour anglaise. Edouard y a introduit la coutume normande du scellage des documents, et il désigna l'homme qui gardait ces sceaux par l'appellation normande, son *chanceler*. Mais bien avant le onzième siècle, à l'époque romaine, cet officier, le *chanceler*, avait commencé au bas de l'échelle administrative, comme huissier romain chargé de garder les barres treillissées qui séparaient les juges du public. Ces barres s'appelaient des *cancelli* en latin. Quelques siècles plus tard en Angleterre, l'on chercha un verbe pour exprimer l'annulation d'un document. A cette époque-là, pour accomplir cette tâche, l'on dessinait des traits treillissés sur le document, et c'est ainsi que le verbe *cancel* s'est introduit dans le vocabulaire anglais. Ce qui est aussi intéressant, c'est que dans le vocabulaire français moderne, cette action peut s'exprimer par le verbe "barrer". Ce chancelier, donc, a débuté comme huissier romain, il s'est élevé au poste de scelleur anglo-normand des documents, et il deviendra éventuellement *chancellor*, un officier de très haut rang dont le rôle variera (juge, ministre, secrétaire d'Etat, président

¹²⁴ Martin, 30; "Assise," Black's Law Dictionary, 1933 ed.

universitaire, etc).¹²⁵

Domaines du droit contemporain où le français ne joue pas de rôle important

Le droit anglo-américain contemporain est toujours basé sur les principes du *common law*. En principe les décisions des juges seront déterminées par le précédent juridique, c'est-à-dire les décisions du passé. Ceci diffère des principes du droit romain ou du Code civil français, par exemple, dont les décisions sont basées sur une codification de la loi. Mais à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle, surtout aux Etats-Unis, il y a eu un mouvement de codification. Comme résultat, bien des principes du *common law* ont été codifiés. La vie économique contemporaine est gouvernée de plus en plus souvent par de nouvelles lois écrites, autrement dit les codes. Quand il existe un conflit, le code prévaut, alors le droit contemporain supplante souvent le *common law*. A l'exception des domaines du droit que l'on a déjà considérés dans ce chapitre, les juristes de nos jours ont rarement besoin de prendre en considération le précédent historique. Ceci peut expliquer l'absence de terminologie française dans les domaines juridiques relativement nouveaux, juste comme l'importance du précédent historique dans le droit des biens explique l'emploi continué du français dans ce domaine juridique. Evidemment, les domaines où l'on ne rencontrera

¹²⁵ Mellinkoff, Language 60-61; "Chancellor," American Heritage Dictionary.

pas le français seraient ceux qui font partie de la vie moderne, tels que le copyright, les assurances, la protection de l'environnement, les brevets d'invention, la faillite, l'immigration et naturalisation, la régularisation des communications et des transports publics, ainsi qu'un grand nombre d'autres domaines.

Comme on l'a démontré, le *Law French* tire ses origines du monde médiéval, et il ne manifeste aucune indication de développement lexical. Ce manque de progression s'applique aussi à son aspect morphologique. Le *Law French* est une catégorie d'expression anglaise qui est très figée. Excepté ses suffixes très fonctionnels *-ee* et *-or*, qui se sont éventuellement introduits dans le registre vernaculaire de l'anglais, le *Law French* n'offre aucune productivité linguistique. A l'encontre de sa période de développement au Moyen Age, où des termes français ont donné naissance à des dérivés techniques anglais, le *Law French* d'aujourd'hui a atteint un état d'inertie.

ANNEXE

1) Exemples de la terminologie d'origine française dans le droit des biens

- alien* - v. transmettre à autrui la propriété (d'un bien, d'un droit); moyen anglais; de l'a.fr. *alien*, *allien*; du lat. *alienus*, de *alius*, autre.
- amortize* - v. vendre ou transmettre une propriété en mortmain; moyen anglais *amortisen*; de l'a.fr. *amortir* (radical *amortiss-*).
- appurtenances* - n.pl. les dépendances (par exemple, un droit, un bâtiment, ou un terrain, rattaché à un autre plus important); de l'ang.nor. *apurtenance*; variante de l'a.fr. *apertenance* de *apertener*, dépendre de.
- assets* - n.pl. tous les biens d'un individu; de l'ang.nor. *asetz*; de l'a.fr. *asez*, assez (pour satisfaire aux créanciers, par exemple), beaucoup.
- bailee* - n. un dépositaire; du moyen anglais *baile*; de l'a.fr. *baillier*, charger de.
- cestui (cettui) que trust* - n. un bénéficiaire d'un fidéicommiss; de l'ang.nor. *cestui à que trust*; celui pour qui est le fidéicommiss.
- cestui (cettui) que use* - n. celui pour qui une propriété a été tenue par un autre; de l'ang.nor. *cestui à que use*.
- chattels* - n.pl. les biens meubles; du moyen anglais *chatel*; de l'a.fr. *chatel*; du lat. *capitale*, propriété principale.
- debt* - n. dette; du moyen anglais *det(te)*, de l'a.fr. *dette*.
- demesne* - n. la possession et l'emploi de sa propre terre; moyen anglais *demesne*, *demeine*; de l'a.fr. *demaine*, propriété, terres.
- detinue* - n. une action pour regagner la possession ou la valeur d'une propriété retenue à tort; du moyen anglais *detenewe*; de l'a.fr. *detenue*, participe passé féminin de *detenir*.
- dower* - n. douaire; du moyen anglais *dowere*; de l'a.fr. *douaire*.
- easement* - n. droit de passage; du moyen anglais *ese*; de l'a.fr. *aise*.
- encumbrance* - n. droit de gage; du moyen anglais *encombren*; de l'a.fr. *encombrer*.
- entail* - v. limiter l'héritage d'une propriété à une succession spécifiée et immuable d'héritiers; du moyen anglais *entaillen*, *entailen*; de l'a.fr. *tailler*, couper.

- escheat* - n. la réversion d'une propriété à l'Etat dans l'absence d'héritier; moyen anglais *eschete*; de l'a.fr. *eschete*, *escheoite*, de *escheoit*, participe passé de *escheoir*, tomber.
- executor* - n. exécuteur, testamentaire; du moyen anglais *executen*; de l'a.fr. *exécuter*.
- fee simple* - n. les terres dont l'héritier a le droit total de disposition; *fee* du moyen anglais *fe*; de l'a.fr. *fe*, *fief*.
- fee tail* - n. les terres dont l'héritage est limité à un individu ou un groupe spécifié; *tail* du moyen anglais *taille*, *tayle*; de l'a.fr. *taillé*, participe passé de *taillier*, tailler.
- heir* - n. un héritier; moyen anglais *(h)eir*; de l'a.fr. *(h)eir*; du lat. *heres*, de *hereditare*.
- heritage* - n. héritage; moyen anglais *(h)eritage*; de l'a.fr. *hériter*.
- legacy* - n. un legs, un héritage; moyen anglais *legacie*; de l'a.fr. *legacie*.
- lessee* - n. un locataire; moyen anglais, de l'ang.nor. *lessee*; variante de l'a.fr. *lessé*, participe passé de *lessen*, louer à bail.
- metes and bounds* - n.pl. lignes frontières; *metes*: de l'ang.nor.; du lat. *meta*, pierre de démarcation.
- mortgage* - n. une hypothèque; du moyen anglais *morgage*; de l'a.fr. *mortgage*: mort + gage, garantie. (si l'on ne paie pas la dette, on perd la garantie de la propriété.)
- mortmain* (aussi "dead hand") - n. la possession perpétuelle des biens immobiliers par une institution telle qu'une église, qui n'a le droit ni de les transmettre ni de les vendre; moyen anglais *mortemayne*; de l'a.fr. *mortemain*.
- parcener* (ou *coparcener*) - n. l'un de deux individus qui partagent un héritage; de l'ang.nor. *parcener*; de l'a.fr. *parçonier*, partenaire.
- patrimony* - n. patrimoine, héritage; moyen anglais *patrimoine*; de l'a.fr. *patremoine*, *patrimoine*; du lat. *patrimonium*, de *pater*, père.
- per my et per tout* - expression qui dénote l'unité de possession qui caractérise la copropriété de la terre; ang.nor., par la moitié et par le tout.
- profit à prendre* - n. le droit de prendre les produits tels que le bois, le poisson, de la terre d'un autre, ou de faire paître son bétail sur la terre d'un autre.
- property* - n. propriété; moyen anglais *proprete*; de l'a.fr. *propr(i)été*.
- real estate* - n. biens fonciers; *real*: moyen anglais "des biens immobiliers", de l'ang.nor.; du lat. *realis*, de *res*, chose; *estate*: moyen anglais *estat*; de l'a.fr. *estat*, état, condition.

- remainder* - n. usufruit avec réversibilité; moyen anglais *remaynder*; de l'a.fr. *remaindre*, rester.
- rent* - n. le loyer; moyen anglais *rente*, revenu de sa propriété; de l'a.fr. *rendre*.
- replevin* - n. une action pour reprendre des biens personnels qui ont été pris illégalement; moyen anglais *replevyn*; de l'ang.nor. *replevine*, gage; de l'a.fr. *replevir*, reprendre "remettre en gage".
- reverter* - n. le retour d'argent ou de propriété à sa propriétaire précédant ou à ses héritiers; du moyen anglais *reverten*; de l'a.fr. *revertir*, retourner.
- seisin* (aussi *seizin*) - n. la possession légale des terres, ou l'acte de prendre une telle possession; moyen anglais *sesin*, *seisine*; de l'a.fr. *seisine*, *saisine*, de *seisir*, saisir.
- tenant* - n. un individu qui tient ou qui possède des terres, des logements, et quelquefois des biens personnels; moyen anglais *tena(u)nt*; de l'a.fr. *tenant*, participe présent de *tenir*.
- tender* - n. une offre d'argent ou d'un service en paiement d'une obligation; de l'a.fr. *tendre*.
- tenement* - n. des biens immobiliers d'un individu tenus par un autre individu; moyen anglais *tenement*; de l'a.fr., du lat. médiéval *tenementum*, *tènement*.
- tenure* - n. le fait de tenir quelque chose, tel que des biens immobiliers; moyen anglais de l'a.fr. *tenéure*, de *tenir*.
- trover* - n. une action en justice pour obtenir des dommages-intérêts des biens personnels retenus illégalement ou détournés à tort; de l'a.fr. *trover*, trouver.
- user* - n. la jouissance ou la possession d'un droit ou d'une propriété; du moyen anglais *usen*; de l'a.fr. *user*, utiliser.

2) Exemples de la terminologie d'origine française associée aux crimes, aux délits et aux injustices

- adultery* - n. adultère; du moyen anglais *adulterie*, *a(d)vouterie*; de l'a.fr. *avoutrie*, *avoutire*; du lat. *adulterium*, de *adulterare*, *frelater*, *falsifier*.
- arson* - n. incendie criminel; de l'ang.nor.; de l'a.fr. *ardoir*, *ardre*, *brûler*.
- assail* - v. attaquer, assailler; moyen anglais *asailen*; de l'a.fr. *asailler*, *se jeter sur*.
- assault and battery* - n. les coups et blessures, voies de fait; *assault*: moyen anglais *assaut*; de l'a.fr. *asaut*, *assaut*; du lat. *assultus*, participe passé de *assillire*, *assaillir*; *battery*: de l'a.fr. *battre*.
- bigamy* - n. la bigamie; du moyen anglais *bigamie*; de l'ancien français, de *bigame*.
- breach (of contract)* - n. la violation, l'infraction (la rupture de contrat); moyen anglais *breche*, *brek*, en partie de l'a.fr. *breche*; du vieux haut allemand *brehhan*, *casser*; en partie du vieil anglais *bræc*, *brec*, de *brecan*, *casser*.
- bribe* - v. suborner; moyen anglais *briben*, *dérober*, *voler*; de l'a.fr. *briber*, *brimber*, *mendier*.
- culprit* - n. coupable; de l'expression juridique anglaise du 17ème siècle, "Culprit, how will you be tried?": une méprise de l'ang.nor., "Culpable. Prest d'averrer nostre bille" = "Coupable.[et je suis] prêt à prouver notre accusation", ce qui fut la réponse du plaignant après un plaidoyer de "non coupable". Sa réponse fut abrégée: "Cul, prit, etc." [Cf. OED: "culprit"]
- duress* - n. la contrainte, la coercition illégale; du moyen anglais *duresse*; de l'a.fr. *dure(s)ce*, *dureté*.
- embezzle(-ment)* - v. escroquer des fonds; du moyen anglais *embesilen*; de l'ang.nor. *enbesiler*; de l'a.fr. *en-* (intensif) + *besiller*, *détruire*, *supprimer*.
- malfeasance* - n. un acte illégal; *mal* + l'a.fr. *faisance*, l'acte de faire.
- misfeasance* - n. l'exécution incorrecte ou illégale d'un acte qui est légal lui-même; de l'a.fr. *mesfaisance*, de *mesfaire*, *faire incorrectement*.
- nonfeasance* - n. défaut d'exécution d'un acte qui est exigé par la loi.
- felon(y)* - n. criminel (crime); moyen anglais *feloun*; du francique *felon*, *déloyal envers son seigneur*.
- fraud* - n. la fraude; moyen anglais *fraude*; de l'a.fr., *fraude*.

- injury* - n. une lésion, un préjudice; du moyen anglais *injurie*; de l'ang.nor.; du lat. *injuria*, injustice.
- larceny* (petit ou petty, et grand) - n. larcin, vol qualifié; moyen anglais; de l'a.fr. *larcin*.
- libel* - n. diffamation par écrit; moyen anglais, plainte formelle écrite du demandeur; de l'a.fr. *libel*; du lat. *libellus*, diminutif de *liber*, livre.
- malice prepense* (aussi *malice aforethought*) - n. intention criminelle préméditée; *malice*, moyen anglais; de l'a.fr. *malice*, du lat. *malitia*, de *malus*, mal; *prepense*, variante de *prepensed*, *purpensed*, du moyen anglais *purpensen*, penser en avance; de l'a.fr. *pourpenser*, préméditer.
- maim* - v. mutiler; moyen anglais *maymen*, *mayhaymen*, blesser; de l'a.fr. *mahaignier*, mutiler.
- mayhem* - n. le délit de mutiler délibérément; moyen anglais; de l'ang.nor. *maihem*, *mahaym*, blessure; de l'a.fr. *mahaignier*, mutiler.
- misdeameanour* - n. contravention, délit; dérivé de *demean*, de l'a.fr. *se demener*, se comporter (+ *mis-*, incorrectement).
- negligence* - n. faute de précaution ou d'action raisonnable (*gross negligence* = faute de précaution qui mène à une conséquence très grave, telle que la mort de quelqu'un); moyen anglais; de l'a.fr. *negligence*; du lat. *negligens*, participe présent de *negligere*, négliger.
- nuisance* - n. emploi de propriété ou comportement qui entrave les droits des autres en causant du dommage, de l'inconvénience ou de la contrariété; moyen anglais *nusaunce*, blessure, chose nuisible; de l'a.fr. *nuisance*, de nuire.
- ouster* - n. l'acte injustifié de forcer quelqu'un à abandonner sa propriété ou ses terres; de l'ang.nor. *ouster*, déposséder, priver quelqu'un de la possession de quelque chose.
- perjury* - n. parjure, faux serment; du moyen anglais *perjurie*; de l'ang.nor. *parjurie*, se parjurer.
- ransom* - n. rançon; moyen anglais *ransoun*; de l'a.fr. *rançon*.
- rape* - v. violer; moyen anglais *rapen*; de l'a.fr. *raper*; du lat. *rapere*, saisir.
- slander* - n. diffamation; moyen anglais *s(c)laundre*; de l'a.fr. *esclandre*, variante de *escandle*; du lat. *scandalum*, scandale.
- tort* - n. acte délictuel ou quasi-délictuel; moyen anglais; de l'a.fr. *tort*; du lat. médiéval *tortum*, injustice, usage substantif du lat. *tortus*, *tortum*, tordu.
- treason* (et petit treason) - n. trahison; du moyen anglais *treison*; de l'ang.nor. *tre(i)soun*; du lat. *tradere*, transmettre (livrer son pays aux mains de l'ennemi, par exemple)

trespass - n. entrée non autorisée; moyen anglais *trespassen*;
de l'a.fr. *trespasser*; du lat. médiéval *transpassare* :
lat. *trans-*, à travers + lat. médiéval *passare*,
traverser, passer, du lat. *passus*, pas.

3) Exemples de la terminologie d'origine française associée à la procédure juridique et à la procédure dans les tribunaux

abet - v. aider (qqn. à commettre un crime); moyen anglais
abetten; de l'a.fr. *abeter*, entraîner à faire.
acquit - v. acquitter; moyen anglais *acquiten*; de l'a.fr.
aquiter.
action - n. procès, action en justice; dérivé du moyen
anglais *acte*; de l'a.fr. *acte*.
adjourn - v. ajourner; moyen anglais *ajounen*, de l'a.fr.
ajourner.
advocate - n. défenseur, avocat; moyen anglais *a(d)vocat*; de
l'a.fr. *avoé*, *avoué*; du lat. *advocatus*, quelqu'un
appelé pour fournir de la preuve.
agreement - n. accord; du moyen anglais *agreen*; de l'a.fr.
agréer.
amends - n.pl. compensation; moyen anglais *amendes*; de
l'a.fr., pluriel de *amende*, réparation.
amerce - v. condamner à une amende qui est arbitrairement
imposée; de l'ang.nor. *amercier*, de à *merci*, à la
merci de qqn.
arraign - v. traduire en justice, accuser; moyen anglais
arreinen; de l'a.fr. *araisnier*; du lat. vulgaire
adracionare, demander des comptes à qqn.
arrest - v. arrêter, appréhender; moyen anglais *aresten*; de
l'a.fr. *arrest*, arrêter.
assize - n. séance d'un corps législatif, ou un décret
promulgué à une telle séance; moyen anglais *assise*; de
l'a.fr. *assise*, participe passé féminin de *asseoir*; du
lat. *assidere*, s'asseoir auprès, être juge adjoint.
attainder - n. 1. "mort civile", la privation de tous les
droits civils lorsqu'une condamnation de mort est
prononcée; 2. (archaïque) le déshonneur; du moyen anglais
attendre, condamnation; de l'ang.nor., la corruption du
sang (du criminel); de l'a.fr. *ataindre*, infecter.
"autrefois acquit" - ce que l'on plaide quand l'accusé a déjà
été acquitté du délit en question.
"autrefois convict" - ce que l'on plaide quand l'accusé a
déjà été déclaré coupable du délit en question.

- award* - v. accorder un montant; du moyen anglais *awarden*; du français normand *awarder*, variante de l'a.fr. du Nord *eswarder*, juger après une observation attentive: *es-*, du lat. *ex-* (hors de?) + *warder*, observer, juger (germanique: percevoir, être sur ses gardes contre qqch.).
- bail* - n. mise en liberté sous caution; moyen anglais *baile*, garde; de l'a.fr. *bail*, de *baillier*, se charger de.
- bill* - n. document présenté à un tribunal, qui consiste en une déclaration d'un procès, d'une plainte ou d'une pétition; du moyen anglais *bille*; de l'ang.nor.; du lat. médiéval *billa*, variante de *bulla*, document, ou le sceau apposé sur un document (bulle, boule).
- cause* - n. cause; moyen anglais; de l'a.fr. *cause*; du lat. *causa*, raison, motif, procès.
- cesser* - n. la terminaison prématurée d'un droit; de l'a.fr. *cesser*; du lat. *cessare*, retarder, arrêter.
- charge* - v. inculper; moyen anglais *chargen*, charger; de l'a.fr. *charger*, *chargier*, du lat. populaire, *carricare*, de *carrus*, char.
- chose in action* - n. un droit (comme le droit de récupérer une dette) qui peut se faire obéir par l'action en justice.
- chose in possession* - n. chose ou article tangible qui peut être possédé ou dont on peut jouir.
- count* - n. chef d'accusation; moyen anglais *counten*; de l'a.fr. *conter*, *compter*; du lat. *computare*, faire un calcul, résumer.
- court* - n. cour, tribunal; moyen anglais; de l'a.fr. *cort*; du lat. *cohors*, cour, clôture.
- covenant* - n. engagement contractuel; moyen anglais; du participe présent de l'a.fr. *co(n)venir*.
- damages* - n.pl. dommages-intérêts; moyen anglais; de l'a.fr. *damage*, *domage*, *daumage*, *demage*, de *dam(me)*, perte, dommage.
- demurrer* - n. ce que l'on plaide pour rendre un non-lieu, parce que les constatations de l'opposition sont insuffisantes pour soutenir la réclamation; moyen anglais *demeoren*, *demuren*, retarder, rester; du français *demorer*, *demurer*, demeurer.
- depose* - v. déclarer sous serment, surtout à l'écrit; moyen anglais *deposen*; de l'a.fr. *deposer*.
- disclaim* - n. répudiation d'un droit ou d'une réclamation; moyen anglais *discla(i)men*; de l'a.fr. *desclamer* : *des-*, du lat. *dis-* (renversement), + *clamer*, réclamer.
- distrain* - v. saisir les biens de qq; moyen anglais *destreinen*, saisir; de l'a.fr. *destreindre*.

- due process of the law* - n. la loi dans son cours régulier d'administration *due*: moyen anglais; de l'a.fr. *deu*; du lat. vulgaire *debutus*, participe passé de *debere*, devoir; *process*: moyen anglais *proces(se)*; de l'a.fr. *procès*. [La première mention de *due process of the law* a apparue dans la Grande Charte. Cf. Levy et al, v.2, p.589]
- entitle* - v. donner droit à qqch. à qqn., autoriser; du moyen anglais *entitlen*; de l'a.fr. *entiteler*.
- estoppel* - n. contrainte sur qqn. afin de lui empêcher de contredire son assertion précédente; moyen anglais; de l'a.fr. *estoupail*, *estouppail*, de *estouper*, bloquer.
- estovers* - n.pl. choses jugées nécessaires qui sont accordées à qqn. par la loi (par exemple la pension alimentaire); moyen anglais; de l'ang.nor. *estover*; de l'a.fr. *estoveir*, *estovoir*, falloir.
- evidence* - n. preuve, témoignage; moyen anglais; de l'a.fr. *évidence*; du lat. *evidentia*, de *evidens*, évident.
- fine* - n. amende; du moyen anglais *fin*, amende, paiement pour compléter qqch., pour mettre fin à qqch.; de l'a.fr. *fin*.
- forfeit* - n. qqch. qui est remis comme punition, amende; moyen anglais *forfet*, transgression; de l'a.fr. *forfet*, de *for(s)faire*, commettre une crime.
- gaol*, *jail* - n. prison; du moyen anglais *gayole* et *jaiole*, respectivement de l'ang.nor. *gaiole* et de l'a.fr. *jaiole*; tous les deux du lat. vulgaire *gaviola*, variante de *caveola*, diminutif de *cavea*, caverne, creux.
- gist* (aussi *git*) - n. l'essentiel, le point principal des raisons pour une action en justice; de l'a.fr.: *cest action gist*, de *gésir*.
- impeach* - v. mettre en accusation (en vue de destituer); moyen anglais *empeachen*; de l'a.fr. *empe(s)cher*, empêcher, faire obstacle à.
- implead* - v. poursuivre en justice; moyen anglais *impleden*; de l'a.fr. *empleid(i)er*: *en-*, intensif, + *pleid(i)er*, plaider.
- indict* - v. accuser de façon formelle; variante du moyen anglais *enditen*, accuser; de l'ang.nor. *enditer*, proclamer.
- inquest* - n. enquête criminelle; du moyen anglais *enquest*; de l'a.fr. *enquête*, enquête.
- interpleader* - n. procès qui détermine qui est l'ayant droit quand deux personnes engagent les mêmes poursuites contre qqn.; de l'ang.nor. *entrpleder*: *entre* + *pleder*; de l'a.fr. *plaidier*, *pleidier*, plaider.
- jeofail(e)* - n. une erreur dans le plaidoyer ou dans la procédure; de l'ang.nor. *jeo fail*, *jo faill*, "je me trompe".

- jeopardy* - n. le risque de condamnation d'un accusé qui passe en jugement; moyen anglais *jeopartie*, chances égales; de l'a.fr. *jeu parti*, jeu divisé, chances égales.
- joinder* - n. jonction d'instance; du français *joindre*.
- laches* - n.pl. retard de l'assertion d'un droit ou d'une réclamation; moyen anglais *lachesse*; de l'a.fr. *lasche*, relâché.
- misnomer* - n. nom mal approprié; moyen anglais; de l'a.fr. *mesnommer*.
- motion* - n. motion, proposition; moyen anglais *mocioun*; de l'a.fr. *motion*.
- (a court of) *oyer and terminer* - n. une audience ou un procès [aux Etats-Unis l'expression est utilisée surtout à la cour criminelle suprême]; ang.nor. *oyer et terminer*, entendre et déterminer: *oyer*, variante de l'a.fr. *oïr*, entendre + terminer, déterminer.
- oyez, oyez, oyez!* - interj. cri qui s'emploie pour ouvrir une séance d'un tribunal; moyen anglais *oyes!*, de l'ang.nor. *oyez!*, entendez, impératif de *oyer*; variante de l'a.fr. *oïr*, entendre. (L'expression *hear ye!* s'emploie généralement aux Etats-Unis, excepté à la Cour suprême, où *oyez, oyez, oyez!* s'emploie régulièrement.)
- pardon* - v. amnistier; moyen anglais *pardonen*; de l'a.fr. *pardoner*.
- parol* - adj. verbal, oral; de l'a.fr. *parolé*, parlé.
- parole* - n. liberté conditionnelle; de l'a.fr. *parole*, promesse, garantie.
- penalty* - n. punition établie par la loi pour une crime ou un délit; de l'ang.nor. *penalte*; du lat. médiéval *poenalitas*, du lat. *poenalis*, pénal.
- petition* - n. requête; du moyen anglais *peticioun*; de l'a.fr. *pétition*.
- plea* - n. ce que l'on plaide; du moyen anglais *plai(d)*, *plee*; de l'ang.nor. *plai*, *ple*; variantes de l'a.fr. *plaid*, procès.
- prison* - n. prison; moyen anglais *priso(u)n*, *prisun*; de l'a.fr. *prison*, prise, capture, emprisonnement.
- prove* - v. prouver; moyen anglais *proven*; de l'a.fr. *prover*; du lat. *probare*, démontrer comme bon, de *probus*, bon, vertueux.
- quash* - v. remettre ou annuler (un jugement); moyen anglais *quassen*; de l'a.fr. *quasser*, casser; du lat. *cassus*, vide.
- rejoinder* - n. deuxième plaidoyer de l'accusé, qui répond à la réponse du plaignant; moyen anglais *rejoinen*; de l'a.fr. *rejoindre*, répondre.
- sentence* - n. condamnation, sentence, peine; moyen anglais, jugement, opinion; de l'a.fr. *sentence*, du lat. *sententia*, opinion, de *sentire*, sentir.

- session* - n. séance, session; moyen anglais *sessioun*; de l'a.fr. *session*.
- summon* - v. assigner, appeler en justice; moyen anglais *somo(u)nen*; de l'a.fr. *somondre*; du lat. *summonere*, rappeler secrètement.
- sue* - v. poursuivre en justice; du moyen anglais *sewen*, poursuivre; de l'ang.nor. *suer*, suivre; du lat. vulgaire *sequere*, suivre.
- suit* - n. poursuite; moyen anglais *su(i)te*, assistance à la cour du shérif, litige; de l'a.fr. *siute*, suite; du lat. vulgaire *sequita*, poursuite.
- trial* - n. procès; ang.nor. *trial*, *triell*; de l'a.fr. *trier*, séparer, tamiser.
- venue* - n. lieu du procès, juridiction; moyen anglais, arrivée; du participe passé féminin de l'a.fr. *venir*.
- verdict* - n. verdict; du moyen anglais *verdit*; de l'ang.nor.; variante de l'a.fr. *veirdit*, *voirdit*: *veir/voir*, vrai + *dit*, dire, ou du lat. *vere dictum*.
- void* - adj. nul; moyen anglais; de l'a.fr. *voide*, *vuide*; du lat.pop. **vocuum*, être vide.
- voir(e) dire* - n. un examen ou une audition préliminaire pour déterminer la compétence d'un juré ou d'un témoin possible; ang.nor.; de l'a.fr. *voir*, vérité + *dire* ("dire la vérité").
- waive* - v. renoncer à un droit ou un titre; du moyen anglais *weiven*, abandonner; de l'ang.nor. *weyver*; variante de l'a.fr. du Nord *gaiver*, de *gaif*: les biens sans propriétaire.

4) Exemples de la terminologie d'origine française pour nommer les rôles des personnes associées à la procédure juridique

- attorney* - représentant, mandataire; moyen anglais *attourney*; de l'a.fr. *atorné*, de *atorner*, nommer, désigner, engager.
- bailiff* - n. huissier; moyen anglais *baillif*; de l'a.fr. *baillif*; du lat. médiéval *bajulivus*; du lat. *bajulus*, le responsable.
- barrister* - n. avocat; du français *barre*; du lat. *apprenticius al barram*, apprenti au barre. (*barre* fait référence au barreau, dans le tribunal, qui sépara les juristes du public. Cf. Mellinkoff, p.61)
- chancellor* - n. chancelier; moyen anglais *cha(u)nceler*; de l'ang.nor. *chanceler*; de l'a.fr. *chancelier*; du lat. *cancellarius*, secrétaire, portier, de *cancellus*, grille. [Cf. Mellinkoff, pp.60-61]
- coroner* - n. coroner (en moyen anglais = officier chargé de maintenir les registres des procès du roi, "the Crown's pleas"); de l'ang.nor. *corouner*; de l'a.fr. *coro(u)ne*, couronne.
- counsel* - n. avocat ou groupe d'avocats; moyen anglais *counseil*, *conseil*; de l'a.fr. *conseil*.
- defendant* - n. défendeur, accusé; du moyen anglais *defenden*; participe présent de l'a.fr. *defendre*.
- judge* - n. juge; du moyen anglais *jugen*; de l'a.fr. *jugier*; du lat. *judicare*, de *judex*, juge.
- juror* - n. juré; du moyen anglais *juroure*; de l'ang.nor. *jurour*; du lat. *jurator*, celui qui jure.
- (petit et grand) *jury* - n. jury; du moyen anglais *jurie*; de l'ang.nor. *juree*; de l'a.fr. *juree*, serment; du lat. *jurata*, chose jurée.
- plaintiff* - n. demandeur, plaignant; moyen anglais *plaintif*; de l'adjectif a.fr. *plaintif*.
- prochein ami* (ou *prochein amy*) - n. qqn. qui comparait comme demandeur devant un tribunal, de la part d'un enfant.
- puisne* - adj. d'un grade plus bas, subalterne, se dit surtout d'un juge assesseur; ang.nor. *puisné*; de l'a.fr., né après. [le mot vernaculaire, *puny* (petit), est de la même origine]
- usher* - n. huissier; moyen anglais; de l'ang.nor. *usser*; variante de l'a.fr. *ussier*; du lat. médiéval *ustarius*; variante du lat. *ostiarius*, portier.
- warden* - n. directeur de prison; moyen anglais *wardein*; de l'a.fr. du Nord *warder*, garder, surveiller.

CONCLUSION

La résistance des avocats du quatorzième siècle au *Statute of Pleading* peut nous aider à prévoir l'avenir du *Law French*. Comme nous l'avons déjà noté, au quatorzième siècle, la population entière d'Angleterre se réorienta vers l'usage de l'anglais, à l'exception des juristes. Ce groupe professionnel avait créé, à l'aide du français, un langage exact et technique. Au moment où le français en Angleterre devint de moins en moins une langue vivante, et de plus en plus une langue technique, son exactitude augmenta. Dans l'exemple de ce langage technique offert par F.W. Maitland, *an heir in tail rebutted from his formedon by a lineal warranty with descended assets*,¹²⁶ la précision du vocabulaire est évidente. Il a toujours été impossible de déraciner un tel langage par la législation.

Au quatorzième siècle, les juristes tenaient à leur langage spécialisé. Son aspect technique était extrêmement apprécié à cause de son efficacité. En fait, le *Law French* fournissait une sorte de sténographie juridique. En se servant d'un seul mot, un juriste pouvait exprimer une idée précise qui, sans l'aide du terme spécialisé, aurait exigé plusieurs phrases d'explication. Au vingtième siècle, les

¹²⁶ Maitland, xxxvi.

juristes continuent à tenir à leur langage spécialisé pour la même raison. Aujourd'hui, le *voir dire* est une procédure d'une nature bien singulière. Bien des juristes ne savent pas ce que l'expression veut dire en anglo-normand, mais tout membre de la profession juridique sait que le *voir dire* est une audition préliminaire par un juge d'un juré possible, afin de déterminer s'il est compétent, ou d'un témoin expert, afin de déterminer s'il est qualifié. Au lieu de décrire en long et en large cette procédure, il est beaucoup plus efficace d'utiliser tout simplement le terme *voir dire*.

En plus de son efficacité, le *Law French* a toujours eu un autre attrait pour les avocats, soit ceux du Moyen Age soit ceux du vingtième siècle. Le *Law French* a un son étranger, enveloppé de mystère. Leur connaissance de ce jargon les distingue du grand public. C'est un véhicule d'auto-identification professionnelle. Et sur le plan plus pratique, c'est une compétence spécialisée pour laquelle les clients ont toujours payé.

Comme certaines expressions du registre vernaculaire deviennent archaïques au cours des années, la présence du *Law French* diminuera sans doute, peu à peu. Mais cette catégorie lexicale de la langue anglaise durera aussi longtemps qu'on le trouvera attirant, utile et efficace. Selon toute probabilité, ces jugements positifs vont durer très longtemps, car les expressions médiévales qui ont bien résisté au passage du temps jusqu'à nos jours témoignent de la ténacité du *Law French*.

BIBLIOGRAPHIE

- Alderman, Sidney S. "The French Language in English and American Law." The Canadian Bar Review 28 (1950): 1104-1123.
- The American Heritage Dictionary of the English Language. Ed. William Morris. Boston: Houghton-Mifflin, 1975.
- Baker, J. H. "A French Vocabulary and Conversation-Guide in a Fifteenth-Century Legal Notebook." Medium Evum 58.1 (1989): 80-102.
- _____. An Introduction to English Legal History. 3rd ed. London: Butterworths, 1990.
- _____. "Law French". The Guide to American Law: Everyone's Legal Encyclopedia. Ed. Harold W. Chase. St. Paul: West Publishing, 1984. 80-81.
- _____. Manual of Law French. 2nd ed. Aldershot: Scolar Press, 1990.
- Baugh, Albert C. A History of the English Language. New York and London: Appleton-Century Crofts, 1935.
- Berndt, Rolf. "The Linguistic Situation in England from the Norman Conquest to the Loss of Normandy (1066-1204)." Approaches to English Historical Linguistics: An Anthology. Ed. Roger Lass. New York: Holt, Reinhart and Winston, Inc., 1969. 369-391.
- Billard, Yves, J.-M. Dequeker-Fergon, Françoise & Christian Lepagnot et Renaud Bezombes. Journal Historique de la France. Paris: Hatier, 1986.
- Black, Henry Campbell. Black's Law Dictionary. 3rd ed. St. Paul: West Publishing Company, 1933.
- Brunot, Ferdinand. Histoire de la Langue Française. réédition. Paris: Librairie Armand Colin, 1966.
- The Concise Columbia Encyclopedia. Ed. Judith S. Levey and Agnes Greenhall. New York: Avon Books, 1983.

- David, René and John E. C. Brierley. Major Legal Systems in the World Today. 2nd ed. New York: Macmillan Free Press, 1978.
- Delderfield, Eric R. Kings and Queens of England and Great Britain. Rev. 2nd ed. Newton Abbott, Devon: David and Charles Ltd.
- Gémar, Jean-Claude. "Réflexions sur le langage du droit: problèmes de langue et de style." Meta: journal des traducteurs 26.4 (1981): 338-349.
- Gopen, George D. "The State of Legal Writing." Michigan Law Review 86 (1987) 333-380.
- Greimas, A.J. Dictionnaire de l'ancien français jusqu'au milieu du XIVème siècle. Paris: Librairie Larousse, 1968.
- Holdsworth, Sir William. A History of English Law. 4th ed. London: Methuen and Company, 1936.
- Jespersen, Otto. Growth and Structure of the English Language. 9th ed. Oxford: Basil Blackwell, 1948.
- Kcvo, Sir George Bellew. Britain's Kings and Queens. London: Pitkin Pictorials, 1972.
- Kempin, Frederick G. Jr. Historical Introduction to Anglo-American Law. 3rd ed. St. Paul: West Publishing, 1990.
- Kibbee, Douglas A. For to Speke Frenche Trewely: The French Language in England, 1000-1600: Its Status, Description and Instruction. Amsterdam and Philadelphia: John Benjamins Publishing, 1991.
- Legge, M. Dominica. "French and the Law." Year Books of Edward II: 10 Edward II, A.D. 1316-1317. Ed. M. Dominica Legge and Sir William Holdsworth. The Year Book Series, Vol. XXI. Selden Society, Vol. 52. London: Bernard Quaritch, 1935. xxxviii-xliv.
- Levy, Leonard W., Kenneth L. Karst and Dennis J. Mahoney, eds. Encyclopedia of the American Constitution. New York: MacMillan Publishing Co., 1986.

- Maitland, Frederic William. "Of the Anglo-French Language in the Early Year Books." Year Books of Edward II: 1 & 2 Edward II. A.D. 1307-1309. Ed. Frederic William Maitland. The Year Book Series, Vol.I. Selden Society, Vol.17. London: Bernard Quaritch, 1903. xxxiii-lxxxi.
- Martin, Elizabeth A., ed. A Concise Dictionary of Law. 2nd ed. Oxford: Oxford University Press, 1990.
- Mathew, Theobald. "Law-French." Law Quarterly Review 54 (1938): 358-369.
- Mellinkoff, David. The Language of the Law. Boston and Toronto: Little, Brown and Company, 1963.
- _____. Mellinkoff's Dictionary of American Legal Usage. St. Paul: West Publishing, 1992.
- The Oxford English Dictionary. Compact Edition. Oxford: Oxford University Press, 1971.
- The Oxford History of the American People. Ed. Samuel Eliot Morison. New York and Scarborough, Ontario: New American Library, 1972.
- Le Petit Larousse Illustré 1994. Ed. Patrice Maubourguet. Paris: Larousse, 1993.
- Pope, M. K. From Latin to Modern French with Especial Consideration of Anglo-Norman. Rev. ed. Manchester: Manchester University Press, 1952.
- Rickard, Peter. A History of the French Language. 2nd rev.ed. London: Unwin Hyman Ltd., 1989.
- Rothwell, William. "From Latin to Modern French: Fifty Years On." Bulletin of the John Rylands University Library of Manchester 68.1 (1985): 179-209.
- _____. "Language and Government in Medieval England." Zeitschrift fur Franzosisch sprache und Literatur. 93 (1983): 258-270.
- _____. "Lexical Borrowing in a Medieval Context." Bulletin of the John Rylands University Library of Manchester 63.1 (1980): 118-143.

- _____. "The Missing Link in English Etymology: Anglo-French." Medium Ævum 60.2 (1991): 173-196.
- _____. "The Problem of Law French." French Studies 46.3 (1992): 257-271.
- _____. "The Role of French in Thirteenth-Century England." Bulletin of the John Rylands University Library of Manchester 58 (1975-76): 445-466.
- Serjeantson, Mary S. A History of Foreign Words in English. New York: Barnes and Noble, 1935.
- Shelly, Percy Van Dyke. English and French in England: 1066-1100. Philadelphia: University of Pennsylvania, 1921.
- Traupman, John C. The New Collegiate Latin and English Dictionary. 2nd ed. Toronto: Bantam Books, 1966.
- Vinogradoff, Paul. Roman Law in Medieval Europe. Oxford: Oxford University Press, 1961.
- Vising, Johan. Anglo-Norman Language and Literature. London: Oxford University Press, 1923.
- Walter, Henriette. Le Français dans Tous les Sens. Paris: Robert Laffont, 1988.
- Winfield, Percy H. The Chief Sources of English Legal History. New York: Burt Franklin, 1925.
- Woodbine, George E. "The Language of English Law." Speculum: A Journal of Medieval Studies 18.4 (1943): 395-436.